

Jeux Olympiques :

# Derrière la médaille...

p. 8 et 9

# **lutte** **ouvrière**

**Les patrons  
profitent...  
mais  
n'investissent  
pas.**

p. 7

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 845 - 11 août 1984 - prix : 6 F

**Automobile**

# **Les patrons veulent licencier, gare aux retours de manivelle !**



# sommaire

## Dans le monde

Page 7 :

- Super-profits pour les trusts européens, japonais... et américains
- La pauvreté s'étend aux Etats-Unis.

Pages 8 et 9 :

- Des Jeux pour une Amérique bien tranquille

Page 10 :

- Grande-Bretagne : la grève des mineurs tient bon

Page 11 :

- Brésil : manœuvres autour du fauteuil présidentiel.
- Uruguay : les militaires se préparent à quitter le devant de la scène.

Page 12 :

- La planète souffre du capitalisme, pas de surpopulation.
- Mexico inquiète les U.S.A.

Page 16 :

- Pologne : les amnistiés prêts à reprendre la lutte.
- Israël : les difficultés de former un nouveau gouvernement pour mener une vieille politique.

## En France

Page 4 :

- Croisière classe tout risque.
- Fenwick-Manutention Troyes.
- Saint-Ouen (93) : les marchands de sommeil.

Page 6 :

- Dans les entreprises : Alstom-Atlantique La Courneuve ; SNCF Paris-Saint-Lazare ; Ponticelli Bassens.

Page 7 :

- Les patrons n'investissent pas et ils le disent.
- Ça marche pour les De Wendel.

## Culture

Page 13 :

- Livre : *Stalingrad* de Th. Plievier.

Pages 14 et 15 :

- Livres : Un dossier du *Canard Enchaîné* : Les milliards de l'art ; La retraite anticipée du guide suprême de Doumbi-Fakoly ; L'encre et le calame d'O. Laurent.
- Films : *Une étoile est née* ; *Les aventuriers de la Sierra Léone*.

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

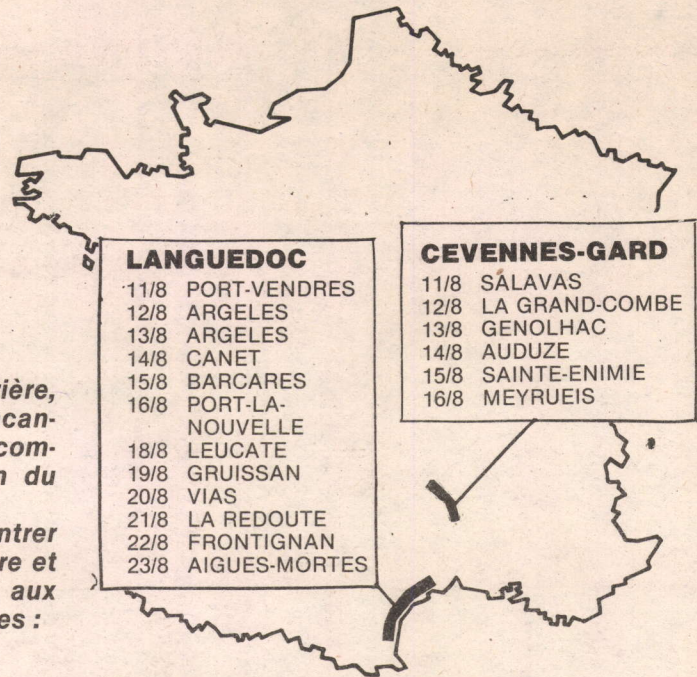
PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Les caravanes d'été de Lutte Ouvrière

**Les caravanes de Lutte Ouvrière, qui ont parcouru les lieux de vacances depuis le mois de juillet, commencent à prendre le chemin du retour.**

**Vous pourrez encore rencontrer les camarades de Lutte Ouvrière et assister aux projections et aux débats lors des étapes suivantes :**



## BILAN DE LA SOUSCRIPTION POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES : 1 118 370 F

Le montant total de la souscription que nous avons lancée lors des dernières élections européennes atteint 1 118 370 F. Nous publions la liste des derniers souscripteurs ci-après, avec beaucoup de retard car nombreux, très nombreux sont ceux et celles qui nous ont aidés financièrement à faire entendre « la voix des travailleurs qui en ont assez d'être trahis par la gauche et opprimés par la droite ». Nous les remercions tous, y compris, bien entendu, tous ceux qui ont versé de l'argent directement au CCP du journal.

### GRENOBLE

Louis Chaumard, instituteur, 100. M.C.C., secrétaire, 80. Nabhane, 4,50. Galaop A., 10. Evelyne, 10. Christine, 10.

### MARSEILLE

Grassi Jasmine, 50. Mémé, 20. Alice, 20. Benhammou Sonia, 20. Benhammou Joëlle, 40. Pez Francis, 50. Véro, 100. Rus, 50. Berger, 50. Gé, 25. J.-P. Murcia, 58. Marie-Pierre, 10.

### LYON

La puce, 50. Une sympathisante, 200. Gérard, 10. Olivier, 10. Une sympathisante, 200. Claude, 200. Soutien, 20. Hervé, 150. Soutien, 12.

### ANGERS

Travailleurs de la Cézus : un dépanneur, 10. Un autre dépanneur, 10. Dédé, 10.

### LORIENT

Georgette, 50.

### TOULOUSE

Santisteva S.C., 50. Anonyme, 50. Pour la révolution, 100. En soutien, 30.

### STRASBOURG

Marie-Claire, 250. Antoine, 50. Jean-Philippe, 300. Mère d'un camarade, 300. Sympathisant, 30. Un O.S. de G.M., 20. Kana, 50. Manu, 30. Judith, 10. Esfand, 20. Francine, 100. Michel, 100. Jean, 200. Rosalta, 100. Noëlle de Cernay, 25. Jean-Louis, ouvrier Peugeot, 100.

### ROUEN

Rémi, 10. Philippe, 25.

### VIERZON

Copine, 100.

### LIMOGES

Gérald, 100. A. Chapelot, 200.

### ORLEANS

José Hamaide, 500.

### DIJON

Une copine, 200. Une camarade, 1 000. Un camarade, 200. Jean-Pierre, 20. Nadine, 30. Christiane ASH, 20. Mère de famille, 100. Lucienne, 20. Lucette AS, 20. Jojo Robert, 30. Daniel, 20. Maman, 15. Anne-Marie, 20. Pauline, 30. Jean-Louis et Jacqueline, 50. Yvon Josiane, 20. Un cheminot Gevrey, 30. Une camarade, 200. Une camarade, 200. Dominique Peugeot, 50. Un camarade, 300. J. Vol, 50. Max, 50. Régis + Martine, 100. Janine, 50. Une lycéenne (Carnot), 100. Pour le changement, 30. Une sympathisante, 150. Une sympathisante, 300. Un copain, 400. Pierre, 100. Une copine, 400. Annick, 20.

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (Dijon)  
Christiane, 50. Un OS révolté, 50. Pour les idées de LO, 50. Pour une société meilleure, 50. Pour plus de justice, 20. Pour une petite liste, 30. Pour l'expression d'une petite liste, 50. Pour les idées de LO, 50. Pour aider l'expression, 30. Pour la liberté d'expression, 50. Avec l'espoir d'une prochaine victoire, 40.

### SNCF (Dijon)

Une cheminote, 100. Les Bordelais, 200.

### BELFORT

Eliane Lacaille, 200. Noël Rousseau, 300.

### CAEN

Guillaume Brasselet, 15. Denise Brasselet (Lisieux), 100. Soutien à une petite liste, Catherine Brasselet (Bordeaux-Bastide), 25. Christine Planyal (Blainville/Orne), 20. Annick Lechartier, 50. Etienne Brasselet, 90.

### REGION PARISIENNE

Une dame qui trouve qu'Arlette dit la vérité, 50. Une institutrice, 100. Un facteur (Paris 17), 15. Franck (Thomson-CSF), 20. Serge, 20. Anonyme, 250. Une militante, 1 000. Sylviane (CNAVTS), 20. Andrée, (CNAVTS), 50. Mamy (CNAVTS), 10. Jacqueline Claude, 100. Michel, 50. Yolande, 30. Marché Colombes, 5. Paul, un copain de la Réunion, 550. Un travailleur communiste, défense de la gauche (EDF 92), 5. Guy (EDF 92), 10. Henriette (EDF 92), 20. Yves (EDF 92), 50. Pino (EDF 92), 100. Francesco, 40. Lily, 60. Thierry Nepote, 100. Collecte La France (Paris), 71. Francis, 500. Un étudiant, 50. Un sympathisant, 100. Anonyme, 100. Jean, 30. Hellias, 30. Jérôme de Cochin, 50. Pascal, 10. Laurent, 10. Laurence, 10. Fredo, 400.

### CREDIT LYONNAIS

Madeleine, 50.

### THOMSON GENNEVILLIERS

Patrick, 30. Bouncer Georges, 200. Leblond S., 20. Seguy M., 20. Devaillay P., 15. Raymond, 20. Anonyme, 250. Anonyme, 50. 4 personnes, 110.

### LYON

A. Chabal, 20. S. Riga, 20. Sienzonil, 60. A.M., 100. Un cheminot Lyon, 100. Un cheminot Oullins, 200. Yvette, 50.

### DIJON

Un éducateur, 35. Une étudiante, 25. Une institutrice, 100. Une femme de service, 20. Hervé, 100. Un tailleur de pierres, 100. Patrick PTT, 50. Frangin, 100. Jean-Jacques, 20. Marie, chômeuse, 50. Une étudiante, 500. Sylvie, sympathisante, 80. Pour le progrès, David, 50. Michel, sympathisant lycéen à Dijon, 100. Une maman, 100. Un révolutionnaire de Clairvaux, 30. Eric, 50. Une infirmière, 100. Une infirmière, hôpital psychiatrique, 250. Une ouvrière, 100.

### CHR DIJON

Christine, 50. Catherine, 60. Une élève infirmière, 20. Monique, 30. Josette, 20. Daniel, 30. Elève aide-soignante, 20. Françoise, 40. Evelyne, 30. Michel, 300. Aide-soignante, 300.

### BOURGOGNE ELECTRONIQUE (DIJON)

Un ouvrier, 200.

### LE CREUSOT

Pour Arlette, 100. Une camarade, 100.

### CREUSOT-LOIRE (LE CREUSOT)

Momo, 10. Magali, 10.

### CHALON/SAONE

En soutien, 100. Un enseignant, 300. Un retraité du Jura, 100.

### TOULOUSE

Gérard, 700.

### PARIS

Michel, Hôpital Necker, 300.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F  
**LUTTE DE CLASSE**  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Automobile :

### Les patrons veulent licencier, gare aux retours de manivelle !

Ce n'est pas seulement parce que la presse est en mal d'informations pendant l'été que la crise de l'automobile fait la Une des journaux pour la troisième semaine consécutive. C'est qu'on veut nous persuader qu'il est urgent, très urgent, de licencier à tour de bras.

Les estimations de François Dalle, sur la nécessité de supprimer 70 000 à 100 000 emplois dans l'automobile, ont été annoncées comme paroles d'Evangile. Début août, les mauvais résultats du premier semestre pour les marques françaises arrivaient à point nommé pour asséner une preuve irréfutable à ceux qui doutaient encore. *Le Figaro* qui, lui, n'a jamais douté, fait ce qu'il peut pour accélérer les choses, en annonçant le 8 août qu'un Comité d'entreprise extraordinaire de chez Renault a décidé fin juillet 15 000 suppressions d'emplois. C'est faux, rien n'est décidé pour l'instant, mais ça permet tout de même à *France-Soir* d'en conclure que « l'heure de vérité a sonné pour l'industrie automobile. »

Et tous d'entonner la même ritournelle : licencions pour être moins chers, licencions pour être les premiers, licencions pour faire comme les autres, licencions pour être plus modernes ! Vite, vite, mettons des milliers de travailleurs à la rue, ou plutôt des dizaines de milliers, ça ira tellement mieux après !

Mais ça ira mieux pour qui ? Pas pour les chômeurs, bien sûr. Pas non plus pour ceux qu'on aura gardés, puisqu'il faudra produire encore plus et plus vite, en coûtant moins cher aux patrons, c'est-à-dire en gagnant moins.

Mais ça ira beaucoup mieux pour les patrons. Et pour eux, il n'y a que ça qui compte.

Aujourd'hui, ils sont en déficit, ils ont du mal à joindre les deux bouts. C'est bête : ils n'ont pas l'habitude. Ils ont fait tant de profits pendant trente ans,

quand les ventes étaient en perpétuelle expansion, qu'évidemment aujourd'hui ça les ennuie de ne pas pouvoir continuer.

Alors ils voudraient que ce soient les travailleurs qui payent. Le gouvernement, qui ne leur refuse rien, s'appête à leur donner satisfaction et même à montrer l'exemple dans les entreprises nationalisées.

Quant à la presse au service du patronat et du gouvernement, elle prend les devants et emploie les vacances à tenter de convaincre que les solutions des patrons sont excellentes.

Cette belle unanimité, de la droite au Parti Socialiste, a de quoi susciter la colère de tous les travailleurs qui trouvent tout de même un peu fort qu'on fasse d'eux les boucs émissaires de la crise. En somme, on voudrait leur faire admettre que c'est leur présence à l'usine, leur travail, qui est la cause de tous les maux, qu'ils n'ont qu'à accepter de se sacrifier pour que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Ces gens-là prennent vraiment les travailleurs pour des imbéciles qu'on peut endormir en racontant les pires idioties. Leur mépris leur fait oublier le sens de la mesure et les voilà qui, redoublant de zèle dans leur croisade pour les licenciements, mentent effrontément et tiennent des propos véritablement provocants à l'égard des ouvriers.

A leur façon, ils préparent ainsi la rentrée : en mettant de l'huile sur le feu, en prévenant à l'avance les ouvriers qu'on ne leur fera pas de cadeaux, que patrons et gouvernants vont leur livrer une attaque en règle, qu'il ne reste plus en somme aux travailleurs qu'à livrer bataille et à se défendre de toutes leurs forces s'ils ne veulent pas tout accepter.

Les grandes manœuvres de l'été pour préparer aux licenciements risquent bien de préparer aux licenciements un automne chaud.

## Pompe à finance

Avec 10 centimes d'augmentation par litre qui viennent s'ajouter à partir du 10 août aux 22 centimes de hausse du début juillet, l'essence est sans conteste en France l'une des plus chères d'Europe : dépassés seulement par le Portugal et surtout l'Italie, où le super vaut 6,37 F le litre, les 5,44 F du litre du super français sont largement au-dessus des prix pratiqués dans la plupart des pays européens, qui en sont encore à moins de 5 F, et en particulier de la RFA où le

super vaut un peu plus de 4 F et a baissé pour la troisième fois consécutive.

En France, on en est à la cinquième hausse depuis le début de l'année. La hausse de juillet était ouvertement due à une augmentation des taxes. Cette fois-ci, le gouvernement prétend qu'il n'y peut rien, que la hausse est due à l'augmentation du taux de change du dollar (il y a tout de même, sur ces dix centimes, deux centimes qui correspondent à une augmentation de la taxe parafiscale alimentant

le « Fonds spécial pour grands travaux »).

D'abord, l'argument est fort contestable car, si le dollar monte, le prix en dollars du baril de pétrole brut sur le marché mondial est en train de s'effondrer : alors que le prix de référence du baril fixé par l'OPEP est de 29 dollars, les prix réellement pratiqués par les pays du Golfe tournaient en moyenne autour de 27,5 dollars d'après l'Agence Internationale de l'Energie, du fait de la concurrence que se livrent ces

pays poussés à accroître leur production par leurs difficultés financières actuelles. Edouard Leclerc affirme même qu'il est très facile de trouver du pétrole à 22 dollars le baril. Ce qui compenserait plus que largement la hausse du dollar.

Toujours est-il que cela fait 32 centimes de hausse par litre depuis le début des vacances, et que sur chaque litre de super à 5,44 F l'Etat empoche 3,10 F de taxes. Depuis que Mitterrand a promis de baisser les impôts (et en particulier la

taxe professionnelle, concernant les patrons), tous les autres chapitres sont bons (transports, essence, téléphone, etc.) pour faire payer le contribuable par un autre bout et effectuer une ponction d'autant plus douloureuse dans ces revenus que ceux-ci sont bas. Car bien entendu toutes ces taxes et autres augmentations de prix ne sont pas proportionnelles aux revenus de chacun.

Alors, « justice sociale » ou racket éhonté des moins fortunés ? Olivier BELIN



## Fenwick a touché les aides et laisse tomber l'usine

C'est à la veille de leur départ en vacances, fin juillet, que les 520 salariés de l'usine Fenwick à Saint-Julien, dans l'agglomération de Troyes (Aube) ont appris le dépôt de bilan de la société Fenwick-Manutention et la menace de fermeture de leur usine. En effet la société Fenwick-Manutention, qui fabrique les chariots élévateurs, devrait passer sous le contrôle de l'entreprise allemande Linde, qui entend fermer totalement l'usine de Troyes qui fabrique les chariots à moteur thermique directement en concurrence avec la production de l'entreprise ouest-allemande.

Aussitôt la nouvelle connue, une manifestation à la préfecture de l'Aube avait rassemblé tous les salariés de Fenwick et une journée portes ouvertes, le mardi 24 juillet, servait à essayer d'ameuter l'opinion publique troyenne sur le sort de l'usine.

Mais ça fait déjà longtemps qu'à Fenwick on sentait venir la menace. D'abord, de réorganisation en réorganisation, depuis 1974, l'usine Fenwick, qui était à l'époque l'une des plus importantes de l'agglomération, a perdu près de mille salariés. Et depuis 1981 les menaces de fermeture ou de reprise du groupe planent sur Fenwick-Manutention.

« Depuis trois ans, depuis qu'on parle de la reprise par Linde, explique un contremaître de l'usine troyenne, ceux qui réclament, ceux qui rouspètent on leur montre la sortie. Ça a même monté un peu les ouvriers les uns contre les autres, chacun essayant de ne pas être dans le prochain chariot de licenciements. Ce

*coup-ci on est tous dans la même charrette ». « Les « Fenwick » sont réputés pour être bien payés, par rapport à la bonneterie, ici. Et certains disent que c'est ça aussi qui a coulé la boîte », explique un autre ouvrier. Mais, dans l'agglomération troyenne, apparaît « bien payé » par rapport aux salaires versés dans la bonneterie n'est vraiment pas difficile. Et les causes de la fermeture sont bien sûr à chercher ailleurs.*

Car si Fenwick-Manutention a déposé son bilan, l'ensemble du groupe Fenwick, lui, ne s'en porte pas forcément plus mal : il se débarasse d'un secteur où la concurrence, notamment des constructeurs japonais, est trop forte, mais non sans avoir au préalable depuis 1981 empoché subventions sur subventions, au nom soi-disant du sauvetage de Fenwick-Manutention. C'est ainsi que depuis 1981 les pouvoirs publics ont épongé plus de 50 millions de créances et accepté des paiements échelonnés des TVA et cotisations diverses. Fenwick-Manutention, destiné à couler, servait de vache à lait pour le reste du groupe : « Fenwick-Manutention versait 4 % de son chiffre d'affaires à Fenwick SA, au titre des prestations de services », écrit la CFDT. « Une partie des capitaux de Fenwick-Manutention payait la marque Fenwick-Aviation, sans doute plus rentable Fenwick-Manutention payait la marque Fenwick SA à raison de 10 milliards de centimes l'année. »

Après avoir pompé tout ce qu'elle pouvait, la société-mère retire maintenant son épingle du jeu, et les travailleurs risquent de se retrouver sur le pavé.

## Croisière classe tout risque

L'organisation du convoi de 250 kg de plutonium, par mer, vers le Japon, pose bien des problèmes aux autorités gouvernementales. Comment effectuer la livraison sans risque ?

Un satellite militaire américain, des navires de guerre, français et anglais dans un premier temps, puis américains, seraient prévus. Sans oublier, bien sûr, une éventuelle couverture aérienne si nécessaire !

Ce plutonium a été extrait de 25 tonnes de déchets irradiés japonais, à La Hague, seule usine capable de retraiter à grande échelle les déchets nucléaires. Rappelons que l'usine appartient à la COGEMA

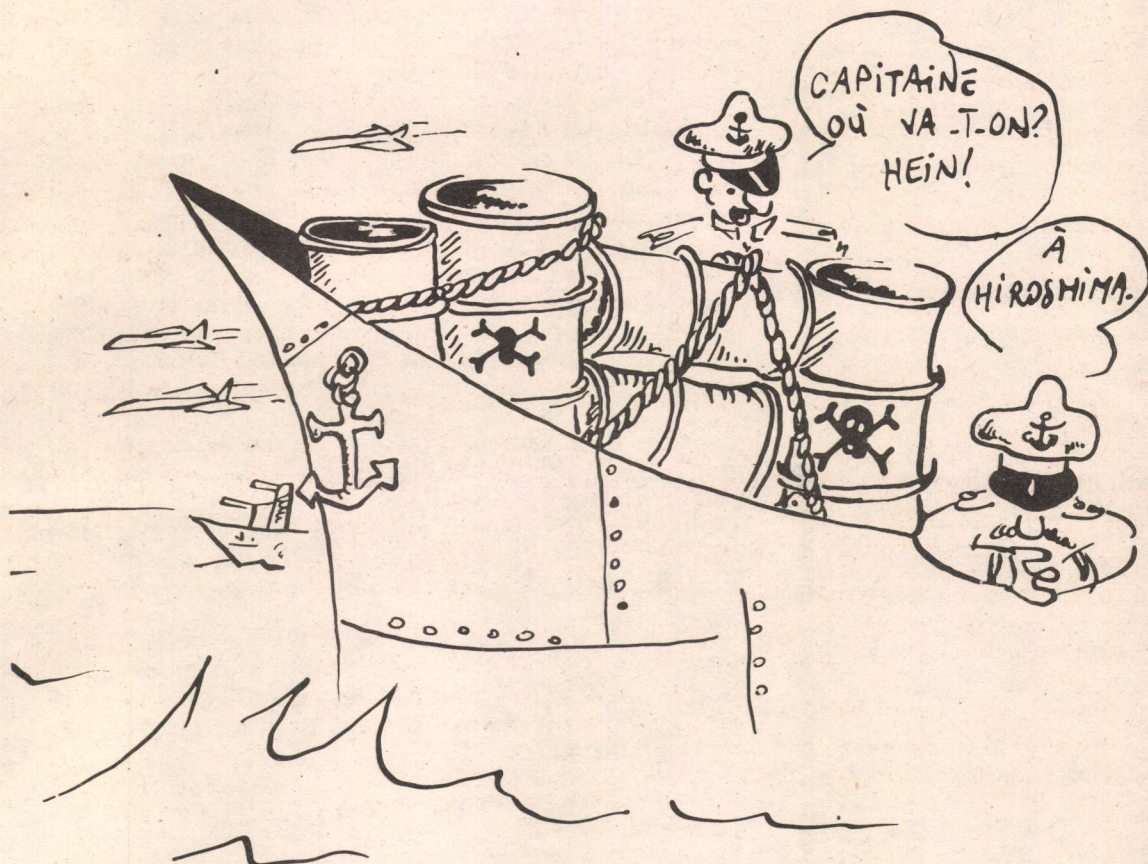
(Compagnie générale des matières nucléaires), filiale du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique). Son chiffre d'affaires pour 1984 représente 4 milliards et demi de francs et ses carnets de commandes — paraît-il — sont pleins jusqu'à la fin du millénaire ! Un secteur qui ne connaît pas la crise.

Après dix-huit longs mois de discussions, entre gouvernements américain, japonais et français, afin de trouver une solution à l'acheminement sans danger de ce combustible hautement dangereux, il a été décidé de mettre en place cette véritable « armada ». Mais par où la faire passer ?

Le convoi devait initialement emprunter le canal de Suez. Mais, celui-ci étant jugé trop peu sûr par les temps qui courent, les Etats-Unis ont suggéré qu'il passe par le canal de Panama, en Amérique centrale, où chacun sait que tout est calme !

Le cap Horn est dangereux et le cap de Bonne-Espérance s'appelait autrefois le cap des Tempêtes... Alors, de toute façon, il faut bien prendre des risques, le risque d'une catastrophe écologique sans précédent, pour que vivent les affaires !

René SICILE



## SAINT-OUEN (Seine-Saint-Denis)

## Les marchands de sommeil

Depuis le 23 mai dernier, dans deux hôtels garnis de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), les locataires se sont vu couper l'eau et l'électricité. Dans l'un des hôtels, rue Kléber, eau et électricité viennent enfin d'être rétablies, il y a une semaine, après plus de deux mois d'interruption, dans l'autre, avenue Gabriel Péri, il n'y a toujours rien, si ce n'est la citerne d'eau que la mairie a fait disposer devant l'immeuble, et où les locataires peuvent aller remplir leurs seaux.

Dans ces hôtels vivent une soixantaine de locataires, la plupart des familles (en majorité haïtiennes) qui payent des loyers de 900, 1 000 ou 1 100 F pour une chambre de trois mètres sur trois où l'on s'entasse avec les enfants.

Mais le gérant, commun aux deux hôtels, s'il savait empêcher les loyers, omettait par contre, semble-t-il, depuis quelque temps de payer ses notes d'eau et d'électricité. Dans l'hôtel de la rue Kléber, début mai, les locataires avaient même reçu une note des impôts leur demandant de verser leur loyer directement au Trésor public : une façon qu'avaient trouvée les impôts de récupérer un peu de l'argent que lui devait le gérant. Car si les pouvoirs publics, qui sont donc au courant de la situation, ne se préoccupent nullement du sort des locataires, ils découvrent leur existence quand il s'agit de les faire payer.

Quant au gérant, qui avait discrètement évité de repa-

tre aux hôtels depuis fin mai, il s'est dépêché d'envoyer une de ses amies à l'hôtel de la rue Kléber la semaine dernière lorsque l'eau est revenue, pour demander les loyers, que personne ne paye plus depuis la coupure d'eau et d'électricité. Or depuis un mois un syndic a été nommé par la justice pour mettre au clair les affaires de l'hôtel, et le gérant n'a donc plus aucun droit de toucher le moindre loyer. Mais au bluff il espérait bien escroquer encore quelques milliers de francs.

Aujourd'hui le problème des locataires de ces deux hôtels n'est bien sûr plus seulement celui de voir revenir l'eau et l'électricité à l'hôtel de la rue Gabriel Péri ; c'est surtout d'obtenir leur logement ailleurs.

## L'environnement préféré de Bouchardeau :

## Le Conseil des ministres

Plusieurs milliers de personnes ont participé ce week-end, dans l'Ain, au rassemblement désormais traditionnel contre l'installation du surgénérateur de Creys-Malville ; cette centrale doit commencer à fonctionner au début de l'année prochaine.

A cette occasion, Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement et dirigeante du PSU, lequel participait au rassemblement, a déclaré au Progrès de Lyon, qu'elle trouvait « surdimensionné » le pro-

gramme français des surgénérateurs et a rappelé que le PSU critiquait « la récupération possible à des fins militaires des surgénérateurs ». Mais en conclusion, Huguette Bouchardeau a tenu à réaffirmer qu'elle est solidaire de la politique du gouvernement.

Les anti-nucléaires apprécieront : discours côté jardin, solidarité côté cour, on met un mouchoir sur ses doutes et on s'assoit dessus. Mais du moment que c'est dans un fauteuil de ministre...



## Les jeux du cirque tournent mal pour Mitterrand

La première manche du match Mitterrand-opposition à propos du référendum vient donc de se terminer par un à zéro pour la droite. Le Sénat a, comme prévu, voté la « question préalable » qui lui permettait de repousser le projet de référendum sur le droit de faire des référendums, sans même en discuter.

En annonçant son référendum, le 12 juillet, en même temps qu'il reculait une fois de plus devant la droite en retirant le projet de loi Savary sur l'école libre, Mitterrand espérait bien piéger la droite qui, elle, réclamait un référendum sur l'école.

Et, affaibli par les résultats des élections européennes, il aurait bien voulu essayer cette fameuse recette du référendum-plébiscite, tant décriée par la gauche quand De Gaulle l'employait. Mais même ce bain de jouvence pour régime décrépi n'est pas à la portée de tout le monde, et en tout cas pas à celle de Mitterrand. Car lorsqu'en octobre 1962 De Gaulle utilisait la recette avec son référendum, sur la Constitution instituant l'élection du président de la République au suffrage universel, il s'était bien gardé, lui, de soumettre son projet de loi au vote préalable de l'Assemblée et du Sénat. Le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat avaient émis leurs réserves.

Le président du Sénat, Monnerville, avait crié à la « violation délibérée, voulue, réfléchie, outrageante de la Constitution ». Quant au Parlement, il avait voté au gouvernement une motion de censure. Qu'à cela ne tienne De Gaulle avait dis- sous le Parlement et était passé outre à toutes les autres objections.

Mais Mitterrand, qui voulait lui aussi se montrer l'homme fort, le président au-dessus des partis et des Parlements, qui décide seul en face-à-face avec le peuple, n'a fait que montrer une fois de plus sa faiblesse et sa couardise face aux politiciens de droite. Il n'a pour l'instant réussi qu'à démontrer que c'est le Sénat qui est maître du jeu.

Va-t-il maintenant jouer les prolongations, en trouvant une astuce pour ressusciter son projet mort-né, ou va-t-il trouver un moyen de l'enterrer avec les honneurs ? C'est son problème.

En réalité toute cette querelle, qui agite le monde des politiciens depuis un mois et demi, le public s'en moque éperdument.

Car les problèmes réels qui se posent à la population laborieuse sont bien plus importants : ils s'appellent la crise, la hausse des prix, les licenciements, les seuls vrais problèmes, ceux justement sur lesquels les politiciens des deux bords sont bien

d'accord pour ne jamais demander l'avis des intéressés, ni par référendum, ni d'aucune autre manière.

Olivier BELIN

## Mauvais plaisant

S'il tient à tout prix à organiser un référendum, Mitterrand a-t-il le moyen de contourner l'obstacle du Sénat ? Répondant à cette grave question technique, le rapporteur de la commission des lois, Etienne Dailly, a admis qu'il restait effectivement une possibilité au président de la République : reprendre le vieux projet de loi déjà

voté en termes identiques par les deux Assemblées en 1973, qui pourrait donc être directement soumis à référendum sans autre approbation préalable. Il s'agit du projet concernant la réduction à 5 ans du mandat présidentiel...

Gageons qu'à Elysée on n'a pas beaucoup apprécié la plaisanterie.

## Droite-gauche

### Quand les rôles permutent, les arguments aussi

« Dans l'état actuel des choses, le raidissement sénatorial reste l'ultime garantie contre l'arbitraire et l'absolutisme ». Cette phrase n'est ni de Charles Pasqua, ni d'Alain Poher, ni de l'éditorialiste du Figaro. Elle date en réalité de 1962 où, dans le journal L'Express, un certain... François Mitterrand se félicitait de voir le Sénat protester contre la décision de De Gaulle de soumettre au référendum son projet de réforme de la Constitution instituant l'élection du président de la République au suffrage universel (on sait que cette opposition n'a pas gêné, il est vrai,

outre mesure De Gaulle).

Quant au deuxième référendum portant sur une modification de la Constitution proposée par De Gaulle en 1969, outre son caractère plébiscitaire pour le général, il comportait tout un projet de loi dont l'un des buts était de diminuer les pouvoirs du Sénat. Si cette loi était passée, le Sénat n'aurait entre autres plus le droit ni de voter les lois, ni de proposer des révisions de la Constitution ou de s'opposer à celles proposées par l'Assemblée ou le président... « Nous assistons au démantèlement du pouvoir politique législatif en France »,

déclarait un leader de l'opposition d'alors : il s'agissait du secrétaire général adjoint du Parti Socialiste SFIO... un nommé Pierre Mauroy, qui voyait dans les prérogatives du Sénat la garantie du bon fonctionnement des institutions. Les prérogatives du Sénat ont été sauvées par l'échec de De Gaulle à ce référendum de 1969... et ce sont les gaullistes d'aujourd'hui et toute la droite qui en sont bien contents et n'ont plus que des éloges pour le Sénat dans la bouche. C'est dire toute l'hypocrisie des uns et des autres.

## Gouvernement-patronat

### La rigueur à toute vapeur pour 1985

Commentant l'étude de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur la France, rendue publique le 8 août dernier, le nouveau ministre français de l'Economie et des Finances, Pierre Bérégovoy, dans une interview au journal Le Matin, n'a pas caché sa satisfaction de voir comment « l'OCDE porte sur les résultats de notre politique économique un jugement positif ». Le contraire aurait, il est vrai, été surprenant, de la part de celui qui était déjà ministre dans le gouvernement précédent dont la politique, toute au service des patrons, a permis ces « résultats encourageants ». L'étude de l'OCDE est un texte sur mesure pour le gouvernement. On peut y lire que, pour poursuivre le « redressement » de 1983, « il paraît difficile, à moyen terme, d'éviter (...) « une restructuration des ressources en faveur des profits et des investissements ». L'OCDE invite donc le gouvernement à « poursuivre et intensifier les progrès réalisés en 1983 dans la direction d'une désindexation des salaires

et d'une plus grande souplesse de gestion des effectifs », c'est-à-dire à s'en prendre encore et toujours au niveau de vie et aux conditions de travail des ouvriers et des employés, à rogner l'emploi et les salaires. Et l'OCDE de conclure en clair et en bref : « La politique de rigueur actuellement menée paraît la seule possible ». Et le ministre Bérégovoy d'abonder évidemment dans ce sens, déclarant dans son interview au Matin de Paris : « L'OCDE dit qu'il faut un partage entre profits et salaires plus favorable aux premiers. Les résultats de 1983 et les prévisions pour 1984 montrent que ce redressement est largement engagé.

Les entreprises retrouveront cette année des taux de profit en moyenne comparables à ceux d'avant la crise ». Parce que ceux qui viennent de donner les Comptes de la nation, indiquant très officiellement que les profits bruts des entreprises ont augmenté de 17,10 % en 1983, ne sont visiblement pas suffisants aux yeux de Bérégovoy ! Ce dernier entend donc amélio-

rer le score, tout en se payant le culot de placer de petites phrases comme « le pouvoir d'achat doit être préservé » au détour de ses déclarations, alors même qu'une série de hausses qui touchent directement le pouvoir d'achat de la population laborieuse viennent d'avoir lieu. C'est probablement cela que Bérégovoy appelle « gérer avec rigueur et imagination nos finances » ?

Alors oui, Gattaz, le patron des patrons, peut être satisfait, lui qui à l'issue de son entretien avec Fabius, le 3 août dernier, avait réclamé « des incitations fiscales à l'investissement ». Il avait ajouté qu'entre lui et le gouvernement « il y avait une compréhension aiguë ». Aiguë, c'est bien le mot, quand on voit aujourd'hui Bérégovoy répondre en écho, toujours dans l'interview accordée au Matin, que parmi les dispositions urgentes à prendre par le gouvernement il y a... « des incitations fiscales à l'investissement dans le secteur privé » !

Lucienne PLAIN

### Quatre militants basques menacés d'extradition

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a rendu, ce jeudi 8 août, un avis favorable à l'extradition de quatre militants basques espagnols réfugiés en France. Tous avaient été arrêtés en juillet dernier, à la demande du gouvernement espagnol qui les accuse — sans avancer l'ombre d'une preuve — d'être responsables de divers attentats et assassinats : contre des policiers et des militaires.

A l'heure où, en France même, les réfugiés basques sont régulièrement victimes d'attentats mortels perpétrés par le GAL (Groupe anti-terroriste de libération) avec la complicité des policiers

espagnols (et pas seulement espagnols, très probablement), à l'heure où une « Association de soutien aux réfugiés et prisonniers basques » confirme ce qu'une délégation d'Amnesty International déclarait en juin 1983 sur la persistance de la torture dans les prisons de l'Espagne d'aujourd'hui (3 563 cas de tortures et mauvais traitements auraient été constatés entre janvier 1981 et juillet 1984), le gouvernement français osera-t-il faire ce qu'il n'a jusqu'à présent jamais fait : confirmer la décision de la cour de Pau et livrer les quatre militants basques aux mains des policiers espagnols ?



## Alsthom-Atlantique Rateau (La Courneuve)

## DANS LES ENTREPRISES

## SNCF Région Paris Saint-Lazare

### Prix gonflés

Ce n'est pas parce que les commandes nouvelles baissent que les industriels ne font plus de profits. Le P-DG d'Alsthom-Atlantique se plaint peut-être qu'EDF ait diminué de beaucoup son programme nucléaire. Il n'empêche qu'Alsthom, même s'il ne fabrique plus de matériel pour de nouvelles centrales, continue d'assurer la maintenance du matériel vendu par le passé.

Et ce qui est vrai pour EDF l'est aussi pour le matériel vendu aux autres clients : soit Etats étrangers, quand il s'agit de matériel nucléaire, soit industriels privés (ou nationalisés).

Dans ces matériels, tout n'est pas directement fabriqué par Alsthom. Nombre de pièces nécessaires au fonctionnement des machines sont achetées toutes faites à d'autres sociétés. Mais voilà, sur des matériels sophistiqués, c'est le maître-d'œuvre, c'est-à-dire Alsthom, qui est responsable.

Et c'est à l'Alsthom que le client s'adresse pour tout rechange.

Pour ne faire que transiter par un établissement Alsthom, par exemple Rateau à La Courneuve, on voit des pièces dont les prix entre le fabricant et le client se trouvent multipliés par 5, 6, 7 voire plus.

Du coup, malgré les effectifs en diminution, des fabrications en baisse dans les ateliers, on voit le chiffre d'affaires se maintenir.

Si dans le même temps, prétextant une baisse de charge, les patrons suppriment des emplois, soit en licenciant, soit par « évaporation naturelle », comme ils disent, ce sont leurs profits qui augmentent. Et cela doublement sur notre dos : en tant qu'ouvriers d'Alsthom, mais aussi en tant que contribuables car, si EDF s'endette pour payer le nucléaire, l'Etat sait qui faire payer pour éponger.

Correspondant LO

## Ponticelli-Bassens (Bordeaux)

### On n'est pas des pions

Depuis un an sur le chantier Ponticelli, 1 200 ouvriers (dont près des deux tiers sont des intérimaires) travaillent 42 heures par semaine à la construction d'éléments de plate-forme pour l'exploitation pétrolière en mer du Nord.

C'est actuellement le plus gros chantier de la métallurgie pour la région, et il draine bon nombre de jeunes chômeurs acculés à l'intérim. Les conditions de travail sont pénibles : bruit, chaleur des compresseurs, projections de soudure, de peinture, en plein vent l'hiver, dans la chaleur et la poussière l'été, tout cela dans un espace très réduit, chaque module étant un enchevêtrement de poutres et de tuyaux pesant 2500 tonnes.

C'est à seulement une vingtaine d'intérimaires que nous devons assurer le nettoyage quotidien des deux modules, avec des moyens plus que précaires : quelques balais, bidons et râteliers.

Les modules devant partir avant la fin du mois de juillet, la direction nous a fait miroiter une prolongation du contrat jusqu'au 10 août. Elle s'est finalement rétractée 48 heures après.

Le nettoyage final devant être terminé rapidement, la maîtrise a employé le chantage : venir travailler en heures supplémentaires le samedi, laissant entendre

que ceux qui ne viendraient pas risquaient des incidences ultérieures. Jusqu'alors quelques-uns acceptaient de venir, la peur du chômage après le chantier les y contraignant. Mais cette

fois-ci, malgré les pressions diverses, personne n'est venu travailler. Nous étions tous déterminés à manifester notre refus d'être des pions corvéables à tout moment. Tous, nous avons

manifesté notre mécontentement face à l'attitude de la direction et face à l'inacceptable façon dont sont traités les intérimaires.

Correspondant LO

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Roller-tri

En 17/24, quand on signe la feuille de présence, il faut la lire attentivement. Celui qui arrive à moitié endormi, qui signe sans regarder son affectation et qui va sur sa position machinalement, il a tout faux. Parce que non seulement les affectations changent d'un jour à l'autre, mais aussi dans la même journée. C'est du style : 17 h à 18 h 15 : messagerie ; 18 h 15 à 19 h 30 : TG ; 19 h 30 à 20 h 15 : pause ; 20 h 15 : messagerie. Sans oublier un petit tour pour renforcer à la Banlieue.

Maintenant, on va venir avec un bon chronomètre et des patins à roulettes : ça ira mieux pour se déplacer.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du tri PTT de Créteil (Val-de-Marne).

La maison de retraite V120 pour personnes âgées dépendant de la CRAMA est ouverte. L'immeuble tout neuf devait accueillir 120 personnes à la retraite ayant besoin de soins.

Mais une fois construit, plan de rigueur oblige, une grande partie des crédits pour l'embauche de personnel a été supprimée. Et sur 91 postes prévus, 27 employés ont été embauchés et le nombre des patients a donc dû être réduit à 24 au lieu de 120.

### Il a peur qu'on ne s'évade

La semaine dernière, notre chef de centre s'est fendu d'une note nous avertissant que nous ne devions pas quitter le centre, même au moment des pauses. Et cela par mesure de sécurité.

Autrement dit, si nous allons prendre un café chez Jojo ou chez Yvette, en cas d'accident c'est « à nos risques et périls », et « sans préjuger des suites administratives » qui pourront suivre.

Jusqu'à présent, l'administration ne s'était pas beaucoup préoccupée de notre sécurité. Et tout ça n'est qu'un prétexte, qui ne nous empêchera pas d'aller prendre l'air.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du tri PTT Austerlitz (Paris).

### Quel gâchis !

Les frais d'amortissement du bâtiment étant répartis sur moins de malades, la charge par personne hospitalisée atteint la somme de 11.000 francs par mois. Qui peut donc payer une pareille somme, à moins d'être pris en charge à 100 % ?

Alors, la Sécurité sociale a versé 5 milliards 600 millions qui ne serviront pratiquement pas aux personnes âgées.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de l'hôpital Saint-André à Bordeaux.

## Travail temporaire et chômage persistant

Les statistiques du ministère du Travail rappellent que, depuis 1982, le recours au travail intérimaire de la part des entreprises, comme l'importance des périodes d'embauche temporaire, n'ont cessé de baisser : de 30 % en 1982 par rapport à 1981, entre 5 et 10 % (selon les professions) en 1983, de nouveau entre 5 et 10 % au premier semestre 1984 et de 5 % encore au second trimestre de cette année. D'autre part, si le nombre de « missions » a, lui, légèrement augmenté, leur durée moyenne, elle, est passée de 3,8 semaines en 1981 à 2,2 en 1983.

Les données du ministère du Travail précisent par ailleurs que, sur 3 600 agences intérimaires ayant pignon sur rue en 1981, seules 850 existaient encore en février de cette année. La belle époque que furent les années 1970 pour les sociétés de marchands d'hommes est révolue. Personne ne s'en plaindra. Mais ce que ces statistiques expriment surtout, à leur façon, c'est non pas que les conditions d'embauche « s'humanisent », mais que les patrons embauchent de moins en moins, même à des conditions précaires.

R.S.

## Egalité dans le chômage

Une étude du Centre d'étude des revenus et des coûts (le CERC) indique que, depuis que le nouveau régime est entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril dernier, l'indemnisation du chômage en France se rapproche de plus en plus de celle des autres pays industriels et devient comparable à ceux de la RFA, de la Grande-Bretagne, de la Suède ou du Canada. Et c'est d'un nivellement par le bas qu'il s'agit. En France, les durées d'indemnisation ont été réduites (de 21 à 15 mois pour les moins de 50 ans, de 60 à 45 mois pour les autres), les taux d'indemnisation aussi, les conditions spéciales faites aux licenciés économiques ont été supprimées.

C'est donc pour l'essentiel au gouvernement de gauche que l'on doit cet alignement au niveau des autres pays capitalistes. Que les chômeurs français soient mieux lotis que les autres, il y avait quand même de l'abus... Du moins pour ceux qui se présentaient comme le « gouvernement de la justice sociale » !

V.G.



# Les patrons n'investissent pas et ils le disent

Au vu de l'augmentation des profits des entreprises (l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire les profits bruts, a augmenté de 17,10 % en 1983 selon les statistiques de l'INSEE), l'Institut National de la Statistique avait cru pouvoir annoncer une forte augmentation des investissements industriels pour 1984.

Les capitalistes petits et grands ont en effet largement profité l'an dernier (et cela n'a fait que s'accroître depuis) des subventions, prêts à bas taux. Ils ont aussi largement licencié (« 1983 est une forte année de réduction des effectifs » selon l'INSEE) et réduit les salaires (dont la part dans les richesses produites a, toujours selon l'INSEE, subi « une très nette diminution »).

Mais les patrons n'ont aucunement l'intention d'investir pour faire plaisir à

l'INSEE et au gouvernement. L'INSEE venant d'annoncer que, d'après une enquête réalisée en juin sur les intentions des patrons, le volume des investissements augmenterait en 1984 en volume de 11 % dans l'industrie privée, le chiffre a été immédiatement contesté par les associations patronales. Le quotidien financier *Le Nouveau Journal* du 8 août écrit : « Dans la mécanique, alors que l'INSEE prévoit 19 % de hausse, la FIMT (fédération patronale des industries mécaniques) n'attend aucune progression. Dans la construction électrique on trouve + 9 % contre zéro. (...) Le CNPF, bien sûr, appuie ses fédérations. Il estime que, cette année, les investissements industriels se tasseront de 1 % à 2 % ».

Bref, les patrons le disent : ils n'investiront pas

plus aujourd'hui qu'hier. Ils veulent bien licencier, recevoir des subventions et replacer ces sommes sur les marchés financiers, ce qui leur rapporte un profit immédiat sans prendre de risques, mais pas moderniser leurs entreprises.

Alors, quand Fabius parle d'aider les entreprises pour moderniser la France, c'est de vent qu'il s'agit. Les capitalistes prennent l'argent, prennent les diminutions d'impôts, prennent tout ce que le gouvernement veut bien leur faire comme cadeaux, mais, pour eux, un seul mot d'ordre : le profit tout de suite. Les seuls investissements qui leur plaisent sont ceux qui ajoutent tout de suite à leur magot : ceux qui sont immédiatement rentabilisés par des réductions de personnel, par des licenciements.

Pierre VERNANT

## Super-profits pour les trusts européens, japonais...

Selon un classement effectué par la revue américaine *Fortune*, les bénéfices cumulés des 500 plus importantes sociétés industrielles mondiales non américaines (c'est-à-dire principalement européennes et japonaises) ont augmenté de 37 % en 1983, après trois années de baisse. Fait significatif, ces profits en hausse ont été réalisés malgré une baisse de 3 % des ventes globales de ces sociétés. Ce qui signifie que ces super-profits des mastodontes de l'industrie ont été réalisés sur le dos des autres sociétés, moins puissantes, et surtout des consommateurs et des travailleurs qu'elles exploitent.

Les secteurs ayant connu la plus forte hausse de

benefices sont la chimie, le pétrole, la pharmacie et l'électronique. La Compagnie Française des Pétroles et Elf Aquitaine sont arrivés aux septième et huitième places pour l'importance des profits réalisés. Deux sociétés dont on nous raconte qu'elles perdent beaucoup d'argent dans le raffinage du pétrole...



## ... et américains

D'après le département américain du Commerce, l'augmentation moyenne des bénéfices de l'ensemble des sociétés des Etats-Unis a été de 25 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de 1983. Cette augmentation avait été de 40 % durant les trois premiers mois de

## Ça marche pour les De Wendel

Les De Wendel, qui contrôlaient 22,5 % des actions de Creusot-Loire par le biais de différentes sociétés aboutissant à la Compagnie Générale d'Industrie et de Participation (CGIP) qui leur sert de holding familial, n'ont pas perdu de temps pour retirer leurs billes, ni pour le faire savoir. « Notre désengagement dans Creusot-Loire est définitif » a déclaré le P-DG, Pierre Celier, lors de l'assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue fin juin, rapporte le journal *Investir*.

Après avoir revendu à Sacilor nationalisé les sociétés sidérurgiques qui ne les intéressaient plus, les De Wendel ont donc aussi levé le pied d'une société qui ne leur paraissait plus rentable. Et cela par des manœuvres qui ne leur auront pas coûté trop cher, puisque le même journal *Investir* estime qu'après deux années moins juteuses « la CGIP devrait retrouver en 1984 des profits bien supérieurs, comparables à ceux des années antérieures ».

Leur filiale Carnaud, une société d'emballage métallique, compte augmenter ses bénéfices cette année dans les mêmes proportions que l'année dernière, où la hausse avait déjà été de 26 %. Les résultats de Cedest (ciment, engrais, béton) « sont réguliers ». « En outre, les intérêts de

CGIP dans les services et à l'étranger sont en plein développement ».

Les De Wendel ont en effet acheté ces deux dernières années, au travers de la CGIP, 33,5 % de la juteuse société Cap Gemini Sogeti, qui a réalisé des programmes informatiques pour le service Télétel des PTT et exporte ces services aux Etats-Unis. Ils ont aussi gagné beaucoup d'argent par leur filiale hollandaise Oranje Nassau, qui prospère dans l'immobilier et la recherche pétrolière aux Etats-Unis.

C'est dire que, si le gouvernement avait voulu faire payer aux capitalistes privés qui ont mis Creusot-Loire sur la paille leurs méfaits, il n'aurait eu qu'à se baisser pour trouver quoi confisquer. Et il en va de même pour les autres, les Schneider, Empain et Fournier, qui contrôlaient Creusot-Loire avec les De Wendel.

Mais le gouvernement laisse la bride sur le cou à ces requins. Et il laisse ceux-ci libres de préparer de nouveaux mauvais coups. Ils ont même le front de les annoncer à l'avance : toujours selon le journal *Investir*, « on s'attend à la mise en œuvre de mesures draconiennes chez Paumelle Electric (une autre filiale du groupe) qui a pour clients l'automobile et le bâtiment ».

P.V.

l'année.

Ce sont les trusts du pétrole, de la chimie et de l'automobile qui battent tous les records. Ces derniers surtout. Ainsi General Motors a augmenté ses pro-

fits de 90 % durant les six premiers mois de l'année ; Ford de 146 %. Quant à Chrysler, il a réalisé deux fois plus de bénéfices en six mois que durant toute l'année 1983.

## La pauvreté s'étend aux Etats-Unis

1983 c'est, paraît-il, l'année où s'est amorcée la reprise économique aux Etats-Unis, reprise qui s'est poursuivie en 1984, avec création de cinq millions d'emplois et baisse du chômage.

Mais, reprise ou pas, plus de 35 millions de personnes ont vécu aux Etats-Unis en 1983 au-dessous du seuil officiel de pauvreté, c'est-à-dire 15,2 % de la population américaine. Et le taux de pauvres est encore plus élevé chez les Noirs (35,7 % !) et chez les Hispaniques (28,4 %).

Et il ne s'agit pas du simple maintien d'une situation antérieure, puisque 900 000 personnes sont tombées en 1983 au-dessous de ce seuil.

Dans le même temps, le revenu annuel d'une famille des classes moyennes a progressé, même si c'est de relativement peu (1,6 %).

Ces chiffres, publiés par le Bureau de recensement, un organisme officiel, font justice des allégations de Reagan qui avait affirmé, au cours de sa dernière conférence de presse, que « pas un seul fait ni un seul chiffre » ne pouvait être avancé pour justifier l'accusation que les pauvres étaient les premières victimes de sa politique.

Cela fait des années que les gouvernements américains mènent une politique qui, tout comme en France ou dans les autres pays capitalistes, favorise délibérément les plus riches, les protégeant des effets de la crise, au détriment des budgets sociaux, et donc des plus pauvres. Et si, avec Reagan et ses coupes sombres dans la part du budget destinée aux travailleurs sous prétexte d'alléger les

dépenses de l'Etat, cela a pris un tour plus spectaculaire, cela était déjà vrai sous Carter et l'administration démocrate. Et l'administration Reagan a beau jeu de rappeler que, si plus de 15 % de la population américaine vivent aujourd'hui au-dessous du seuil de pauvreté, ils étaient déjà 14 % en 1980, sous Carter...

Pour l'instant, ce qui inquiète Reagan, ce sont les retombées électorales de la publication de ces chiffres, publication dont il se serait bien passé. Mais il est à souhaiter que la colère de cette énorme masse de déshérités, au cœur même du pays le plus riche du monde, donne des inquiétudes autres qu'électorales à Reagan et à tous les exploiters américains.

Jean-Jacques FRANQUIER

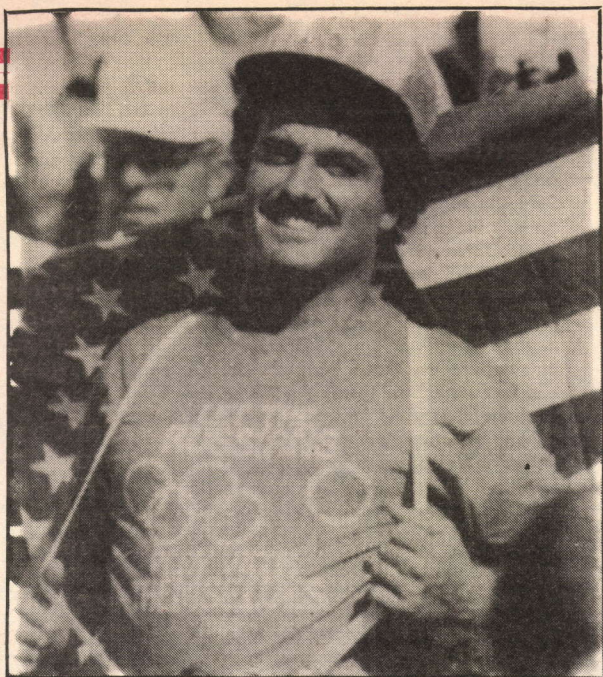
## Spéculation Jumbo

L'année 1984 a d'ores et déjà battu aux Etats-Unis tous les records en matière de prêts bancaires destinés à financer des rachats d'entreprises géantes. Le record précédent avait été établi en 1981 avec un « prêt jumbo » (autrement dit un prêt de taille élephanter) de 6 milliards de dollars. Cette fois Atlantic Richfield Co et Standard Oil of California ont emprunté la première 12 et la seconde 14 milliards de dollars afin de se dis-

puter le contrôle d'une troisième société pétrolière, Gulf Oil.

La masse ainsi jetée sur le tapis représente entre un tiers et un quart de la dette d'un pays comme le Mexique ou le Brésil. Mais les banquiers, explique la revue, préfèrent prêter désormais aux grandes sociétés capitalistes, car elles sont moins endettées que les Etats. Au train où ça va, le retard sera vite rattrapé.





Le nationalisme de bas étage et les plaisanteries scabreuses font des ravages, comme en témoigne cette phrase à double sens, sur un T-shirt des Jeux : « Que les Russes aillent jouer avec eux-mêmes » ... comme les Américains en 1980 ?

## A DOLLAR-LAND (Californie)

### A chauvin, chauvin et demi

Le président du Comité International Olympique, l'Espagnol Juan Antonio Samaranch, a piqué une colère contre la compagnie de télévision américaine ABC : il n'y en aurait que pour les athlètes américains.

Certes l'ABC peut toujours invoquer à sa décharge le fait que ce n'est pas sa faute si, sur les 117 médailles d'or déjà distribuées au moment de la querelle, 43 étaient américaines, 2

françaises, 0 espagnole.

Mais ce n'est pas une excuse, ABC n'a qu'à prendre modèle sur les médias français : ce n'est pas parce que les athlètes français n'ont glané que quelques rares médailles, et dans des disciplines secondaires, qu'ils ne font pas ici la Une des journaux et des actualités télévisées.

Quels chauvins, ces Amerloques !

### Vélo : médaille d'or pour l'Allemagne de l'Est

« Nous avons employé des méthodes dignes de la CIA » s'est vanté à la télévision le constructeur de la bicyclette américaine pour les Jeux Olympiques.

Une enveloppe de 2 000 dollars glissée par un agent secret à un mécanicien est-allemand, et le rayon était dans la poche : non le rayon de la mort, évidemment, mais celui de la chance olympique, un rayon plat qui offre moins de résistance à l'air. Encore fallait-il le passer à l'Ouest : un dissident polonais aurait été chargé de l'affaire.

« Nous avons également réussi à filmer, en vidéo, des

courses cyclistes en Allemagne de l'Est, et à passer les cassettes clandestinement dans le monde libre », a ajouté le James Bond du vélo.

Et puis il fallait aussi connaître toutes les ficelles du métier des coureurs est-allemands. Quoi de mieux que des contacts au bistrot, confidences de bistrot entre coureurs cyclistes des deux bords. « C'était l'opération la plus périlleuse. Il fallait absolument éviter que nos garçons soient saouls avant les autres ». Evidemment : à quoi bon abandonner le rayon rond, si c'est le coureur qui le devient.

### Los Angeles : chômage record

Même l'organisation des Jeux Olympiques n'a pas réussi à résoudre, ne serait-ce que temporairement, le chômage dans la ville de Los Angeles. Les statistiques de juillet montrent au contraire que le nombre de chômeurs a encore

augmenté ce mois-là, passant le cap des 9,5 % de la population active, deux points au-dessus de la moyenne nationale aux USA.

Mais, du moment que les queues aux bureaux d'embauche ne se voient pas à la télé...

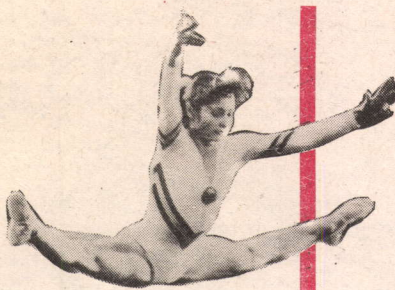
### Tout était prévu en Olympie

Les manifestants sikhs, qui avaient cru pouvoir profiter du match de hockey Inde-Australie pour manifester leur opposition au gouvernement d'Indira Gandhi et leurs revendications autonomistes, ont été regroupés aussitôt et enfermés dans un terrain vague spé-

cialement aménagé à cet effet.

C'était la première fois que ce stade un peu spécial servait depuis le début des Jeux. Mais on le voit, toutes les éventualités étaient prévues d'avance. Quel génie d'organisation, ce CIO !

## Des Jeux pour une Amérique



L'Amérique de Reagan peut être fière de ses Jeux. Le boycott des pays de l'Est n'a finalement pas entamé les recettes. De toute façon, ce ne sont pas les pays de l'Est qui envoient les clients pour les hôtels et les stades. Alors tant mieux s'ils ne sont pas là : les Jeux Olympiques américains n'en sont que plus à l'Amérique, et les médailles n'en tombent que plus à coup sûr sur des poitrines américaines. On y perd en suspense, certes, mais on y gagne tant à montrer une Amérique, privée de concurrents sérieux, si sûre d'elle-même.

Certes, l'Amérique blanche pourrait pâlir un peu de voir que la grande majorité de ses champions sont les fils de ses esclaves, les enfants de ses ghettos. Mais qu'importe, puisque cette année les athlètes noirs semblent voués à rester sages. Fini 1968, oublié le temps où le « Pouvoir noir » agitait l'Amérique et où des champions noirs américains boudaient ostensiblement l'hymne national en levant un poing ganté de noir sur le podium. Non, le grand athlète Carl Lewis joue son rôle de super-star à l'américaine, comme il se doit. Il a même commencé par un tour de piste gratuit, brandissant devant les caméras de l'ABC une immense bannière étoilée empruntée à un spectateur. Et même John Carlos, l'un des coureurs qui

## LA RUÉE VERS L'OR

Il fallait connaître la règle du jeu

Commerce toutes gammes



Jusqu'au bout pour la plus grande gloire des firmes Adidas et Levi's.



La firme japonaise de matériel photo Fuji a payé quatre millions de dollars pour avoir le privilège d'être l'un des trente commanditaires des Jeux. Mais on avait sans doute omis de la prévenir que le contrat d'exclusivité passé avec la chaîne de télévision américaine ABC interdisait à toute publicité le droit d'apparaître sur les stades. Il ne reste à Fuji que les honneurs, et la firme en est paraît-il furieuse.

D'autant plus que son concurrent américain Kodak, lui, a refusé le sponsoring des jeux. Il a préféré s'offrir un petit contrat de publicité bien plus payant avec la télévision ABC, qui entrecoupe ses programmes d'autant de flashes publicitaires qu'elle le veut.

Les Olympiades, ce n'est pas seulement le royaume du grand commerce, celui du contrat de 225 millions de dollars (1,9 milliard de francs) de l'ABC, celui des jeans Levi-Strauss qui sponsorisent l'équipe américaine, d'Adidas qui s'est payé 1 250 000 dollars le droit de chauffer le champion Moses, ou celui du fabricant du fameux maillot rouge et noir que Lewis a étrenné le jour de son saut de 8,54 m, au moment même où il était mis sur le marché...

Non, l'idéal olympique est universel. Rien de ce qui est commercialisable ne lui est étranger, et même le plus petit badge peut y valoir jusqu'à 40 dollars (plus de 300 F).

Tout le monde s'y est mis, même le département de la police de Los Angeles, qui a édité un badge revendu par ses agents. Mais attention aux contrefaçons : la police veille.

Equitation : piste en promotion-vente

La guerre des boutons aura-t-elle lieu ?

Demandez le programme !

L'épouse du père des ordinateurs « Apple » s'est fait pincer alors qu'elle essayait de revendre au marché noir des billets d'entrée pour les Jeux.

Il fallait vraiment que madame Apple ait mal programmé son coup pour commencer ses enchères dans la rue juste au moment du passage d'une ronde de flics. La reine des pommes, quoi !

Pour le « concours complet » d'équitation, le chef de piste, responsable du choix du tracé de la course, a bien fait son travail : le concours complet se déroule sur une ancienne propriété de Douglas Fairbanks dont une moitié est aujourd'hui consacrée à une vaste opération immobilière.

Au programme du circuit : présentation des villas avec piscine clés en main. Personne ne doutera qu'il ne s'agit que d'un hasard si la meilleure piste possible, avec les meilleurs obstacles et meilleurs virages possibles, se trouve être justement celle qui serpente entre les villas à vendre.

La firme Levi-Strauss, qui fabrique les fameux blue-jeans et subventionne l'équipe olympique de USA, a annoncé qu'elle va offrir à tous les médaillés américains un jean à boutons en or, modèle réduit de la médaille olympique.

D'ici à ce que les athlètes se fassent arracher leurs boutons dorés par les petits voleurs à la tire de Los Angeles, avant même de savoir si c'est de l'or ou du toc, il n'y a qu'un pas.



avaient brandi leur poing furieux en 1968 et avaient été exclus des Jeux pour cela, a pu être montré embrassant Lewis. Tout est dans l'ordre. Carl Lewis, Edwin Moses, Willie Banks ne courent que pour des dollars. De bons Américains, en quelque sorte.

Le président du Comité Olympique, Samaranch, pour sa part, se flatte d'avoir ramené dans les Jeux la quasi-totalité des pays africains. « J'ai visité tous les comités nationaux olympiques d'Afrique. J'ai été constamment à l'écoute de leurs problèmes, a expliqué le président du CIO. Je pense qu'il y a une chose que l'on ne reverra pas, et qui est garantie de la vie de l'olympisme : c'est le boycottage tel que nous l'avons connu à Montréal ». (A Montréal, en 1976, les pays africains avaient boycotté les Jeux pour refuser de rencontrer l'Afrique du Sud en protestation contre l'Apartheid). « Voyez maintenant, poursuit Samaranch, ce n'est pas parce qu'une équipe de rugby va en Afrique du Sud que les pays africains décident de boycotter les Jeux ».

Bref, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes olympiques. Plus de trouble-fête, plus de politique dans les Jeux. Le chauvinisme et le dollar sont les seuls dieux du stade. L'idéal olympique est enfin retrouvé... à l'Ouest.

Olivier BELIN

## ALLEZ LA FRANCE !

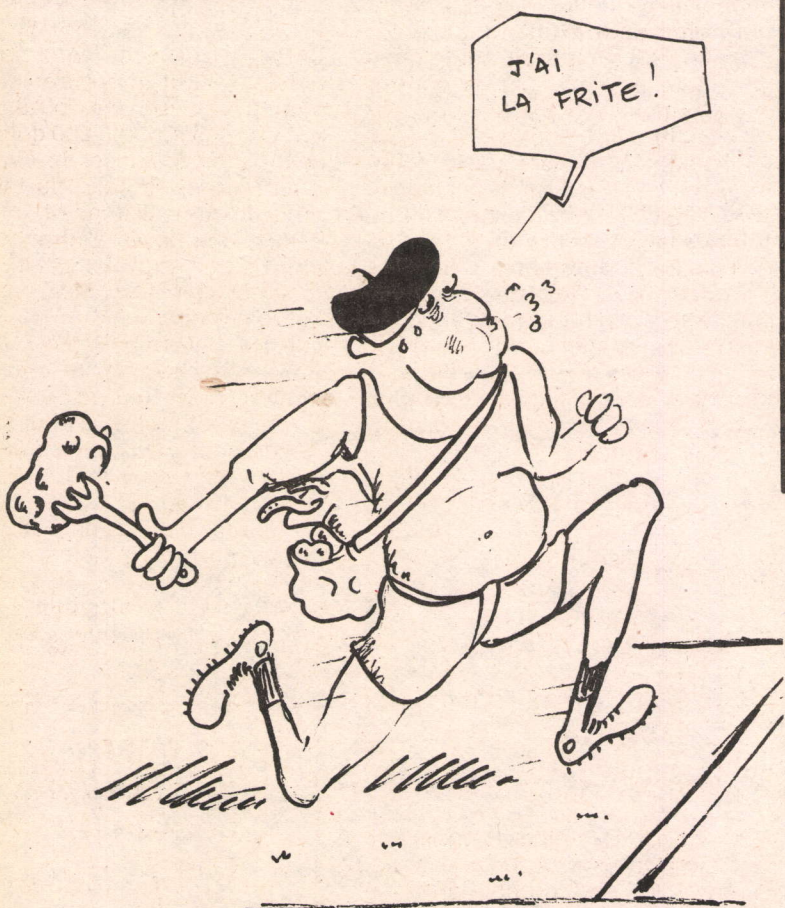
### Un bon coup de fourchette

Après le tir couché (qui nous a valu une médaille de bronze), le tir à la carabine à air comprimé, style Foire du Trône, où nous serions les champions, voilà que les sportifs français sont en train de mettre au point une nouvelle discipline : le tir de patate à la fourchette.

Le premier championnat de lancer de patate avec une fourchette a eu lieu dimanche der-

nier à Adé, près de Lourdes, le record ayant été un jet de 41,50 m.

A-t-on le droit de mettre de l'huile d'olive sur sa fourchette avant le lancer ? La réglementation reste encore à mettre au point avant les Jeux Olympiques de 1988. Peut-être une nouvelle médaille en perspective ?



### Nuits blanches

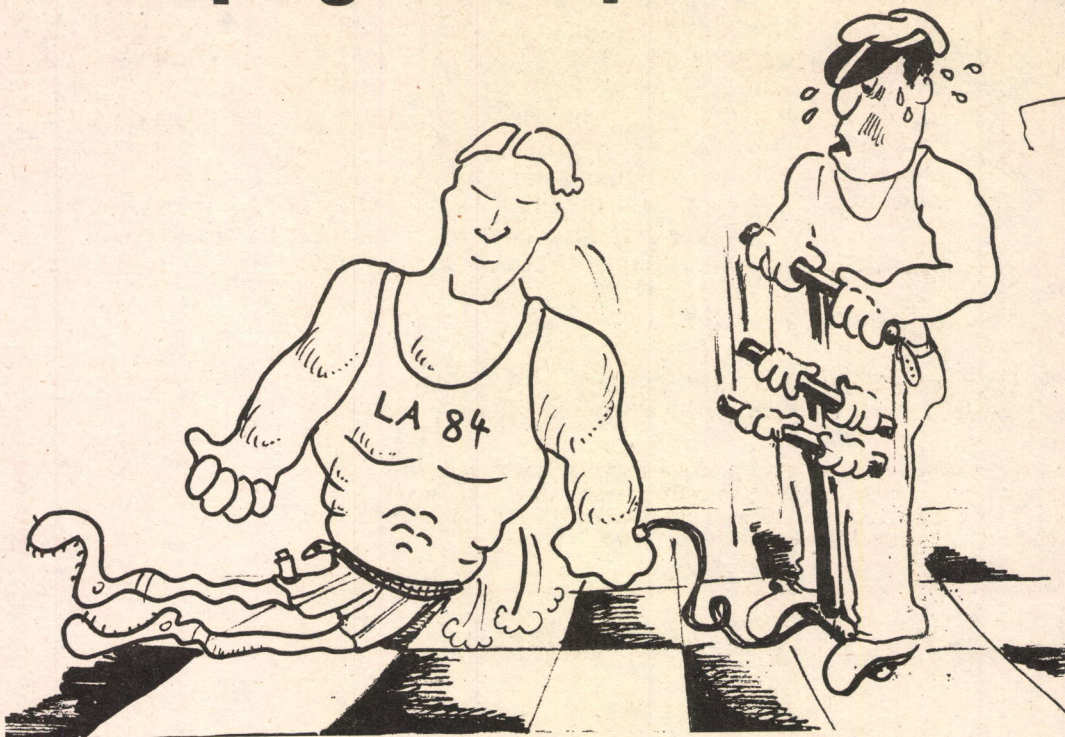
Les retransmissions en direct des Jeux Olympiques à la télévision française n'ont visiblement pas grand succès : un indice d'écoute des deux chaînes de télévision entre 2 et 3 %. Les téléspectateurs amateurs de sport se contentent des résumés aux heures de repas (taux d'écoute de 10 à

12 %).

Mais les statisticiens de la télévision française se sont bien gardés de publier le taux d'écoute pour les joutes oratoires au Sénat sur le référendum, diffusées dans la foulée mardi matin par TF1. C'est plus prudent pour les sénateurs et le Garde des Sots.

## Les Jeux Olympiques aux Dossiers de l'écran :

### Le dopage en question



FABRICATION D'ATHLÈTE POUR J.O.

Sur le thème « Vaincre à n'importe quel prix », les Dossiers de l'écran ont été consacrés aux Jeux Olympiques et à la fabrication des vedettes des stades. Après un film américain racontant l'itinéraire vers la victoire olympique d'une championne américaine fabriquée sur mesure, à coup d'hormones, par un docteur adepte des théories nazies sur les races supérieures, le débat s'engageait entre divers sportifs, médaillés en leur temps, pour leurs exploits... aidés par des doses variées de dopants, devaient-ils reconnaître pour la plupart !

Après les grandes déclarations de Kiki Caron, Guy Drut, Roger Pingon ou Micheline Ostermayer, sur la beauté du sport, sur le fait que « ce qui est important, c'est de participer, et pas de gagner », sur le plaisir du sportif (« faire du sport de haute compétition, c'est la jouissance » devait même s'exclamer Guy Lagorce, précisant que « personne ne devient champion pour gagner de l'argent... », on en vint quand même aux choses sérieuses et plus

terre-à-terre. Le couplet anti-communiste contre l'URSS et les pays de l'Est, où les sportifs seraient l'objet de trafics honteux, fut suivi de l'énoncé de simples faits par les invités eux-mêmes, mais simples faits qui donnèrent une image éloquente de ce qu'est aussi le sport dans nos prétendues démocraties. Ainsi, l'un des participants rappela le cas d'un sportif faisant une cure en haute montagne et subissant une transfusion sanguine complète pour avoir du beau sang neuf au moment de la compétition ! Ainsi, le docteur André Noret, présent, appuyait les propos de Guy Drut (qui en sait quelque chose puisqu'il a été éliminé de la compétition internationale pour... dopage justement), affirmant qu'on se dope dans tous les sports. Ainsi Patrick Proisy, manager de sportifs (dont Yanick Noah), ne permettait pas d'oublier que le sport est aussi, et bien souvent surtout, une histoire de gros sous. Enfin, l'athlète finlandais Kaarlo Kangesniemi, champion olympique d'haltérophilie en 1968, était l'image

vivante des pratiques qui sévissent dans ce domaine : les effets secondaires des anabolisants qu'il avait pris à forte dose étaient responsables du fait qu'en 1975, l'un de ses tendons avait cédé au moment où il levait 160 kg. Les haltères retombées alors sur lui lui avaient causé des dizaines de fractures et l'avaient laissé handicapé à 100 %. Alors que l'usage des anabolisants ne doit pas dépasser 1 milligramme par jour et pendant une période brève, cet athlète racontait qu'il ingurgitait (sous surveillance médicale !) des doses de 10, puis 50 milligrammes et qu'actuellement encore, certains sportifs atteignent 700 milligrammes par jour ! A la question de savoir s'il connaissait les risques à l'époque, l'haltérophile répondait que oui et que, si ça avait mieux payé, il n'aurait rien aujourd'hui à regretter !

L'olympisme ? L'esprit olympique ? Allons donc, une vaste blague, oui, fructueuse pour certains et tragique pour tant d'autres.

Lucienne PLAIN

### L'amateurisme : une affaire d'Etat

Aujourd'hui, aucun individu ne peut atteindre le niveau de performance exigé dans les grandes compétitions internationales sans consacrer la majeure partie de son temps à l'entraînement sportif. Du coup, il ne peut plus être question d'amateurisme. Le mot a d'ailleurs été rayé de la charte olympique en 1972 et, pour la première fois cette année, le Comité International Olympique a autorisé la participation de professionnels déclarés, les footballeurs.

Les Jeux Olympiques sont une affaire d'Etats. Et ceux-ci prennent en charge d'une manière ou d'une autre la préparation et la formation des athlètes.

En France, il y a environ 5 000 athlètes classés « haut niveau » par le ministère des Sports, qui gère avec les fédérations sportives les subventions du gouvernement et le Fonds national pour le développement du sport, alimenté par une taxe spéciale sur les manifestations sportives et par le Loto.

Les athlètes préparant les Jeux

ont droit à des aides financières, qui varient selon le montant des revenus personnels. Il s'agit du paiement des frais de pension dans les établissements spécialisés de la Jeunesse et des Sports et de bourses dont le montant est généralement compris entre 6.000 et 10.000 F par mois.

Pour les athlètes français de Los Angeles, le ministère des Sports et le Comité national olympique et sportif français (qui reçoit les subides de l'Etat) prennent directement en charge la préparation aux compétitions.

S'il s'agit d'étudiants, leurs études sont aménagées tout spécialement (il y a par exemple une session spéciale du baccalauréat organisée en novembre pour les sportifs s'entraînant à l'INSEP — Institut national du sport et de l'Education physique —. Certains bénéficient en outre de formation professionnelle particulière financée par l'Etat...

Ceux qui travaillent sont déchargés en tout ou partie de l'exécution de leur service, afin de consacrer

leur temps à l'entraînement. Les enseignants d'éducation physique et sportive sont affectés sur des postes situés à proximité de leur lieu d'entraînement et sont généralement exemptés de tout service. Les autres salariés sont presque tous placés dans des administrations ou des entreprises qui assurent leur formation si nécessaire, les rémunèrent à plein temps et leur laissent au moins la moitié de leur temps de travail pour se préparer aux compétitions, grâce à des conventions particulières conclues avec le ministère des Sports.

Tous les athlètes susceptibles d'être sélectionnés olympiques et qui sont en âge de faire leur service militaire (de 18 à 23 ans) sont incorporés dans l'année qui précède les Jeux. Affectés au bataillon de Joinville, à Fontainebleau, ils font en réalité un service civil : la période de « classes » est réduite à 10 jours (au lieu de 6 semaines). Durant 10 à 12 mois, ils ne font que du sport, comme de véritables professionnels.



# La grève des mineurs tient bon

La direction des Charbonnages espérait cette semaine un mouvement de reprise du travail, après la fermeture annuelle de 15 jours qui touchait une bonne partie des puits de mine. Il n'en a rien été et la grève, qui entre dans sa vingt-deuxième semaine, tient bon.

En Ecosse, les bus mis en nombre à la disposition des mineurs sont restés pratiquement vides. Dans le sud du pays de Galles, un

seul mineur, sur les 21 000 que compte la région, a tenté de reprendre le travail lundi dernier. Aussitôt, les équipes de sécurité de son puits ont arrêté le travail et il a dû rester travailler à la surface. Le lendemain, bien qu'une escouade de policiers aient proposé de l'escorter jusqu'au bus qui l'attendait, il a renoncé à retourner travailler pour l'instant.

La direction des Charbonnages reconnaît elle-même

que 81 mineurs de plus seulement, sur l'ensemble du pays, ont repris le travail lundi dernier, et non sans mal. Les bagarres entre piquets de grève et policiers sont de plus en plus violentes et il a fallu par exemple pas moins de 150 policiers pour imposer dans un puits d'Ecosse le retour au travail d'un seul mineur.

Le directeur des Charbonnages, Ian Mac Gregor, a envoyé une nouvelle lettre (la 3<sup>e</sup> depuis le début du conflit) aux 180 000 mineurs, les pressant de contraindre leurs dirigeants syndicaux d'accepter ses ultimes propositions, car il n'avait pas l'intention d'en faire d'autre avant très longtemps.

Voilà qui va sans doute faire frémir les mineurs, bien décidés à ne pas reprendre le travail après une si longue grève sans obtenir satisfaction.

Dominique CHABLIS

## La justice tente de frapper à la caisse

Le syndicat des mineurs du sud du pays de Galles, qui refusait de payer 50 000 livres (600.000 F) d'amende auxquelles il vient d'être condamné, s'est vu saisir ses fonds, se montant à près d'un million de livres, que la commission de la Haute Cour de justice a réussi à découvrir. Le syndicat a immédiatement protesté qu'une partie de ces fonds étaient des dons destinés aux familles de mineurs et ne lui appartenaient donc pas en propre.

Si bien que la commission qui a saisi le tout semble maintenant quelque peu embarrassée et a proposé de débloquent les fonds dont le syndicat apporterait la preuve qu'ils ne lui appartiennent pas.

Du coup la banque Barclays, qui détenait 7 000 livres de ces fonds gelés, s'est empressée de les remettre à la disposition du syndicat, s'assurant ainsi

un bon coup de publicité.

La partie n'est certes pas gagnée par le syndicat et celui-ci, tout en tentant de faire pression sur la justice, a lancé un appel aux dons et placé le reste du mouvement syndical devant ses responsabilités en matière de solidarité. L'issue de cette guerre financière contre les mineurs du sud du pays de Galles dépend maintenant surtout de la mobilisation de l'opinion ouvrière, qui peut non seulement exercer une certaine pression sur les banques et sur les dirigeants syndicaux mais aussi faire que les caisses des mineurs soient remplies de nouveaux fonds.

C'est dire que le coup porté aux mineurs par les magistrats qui soutiennent les Charbonnages peut fort bien avoir comme effet de renforcer encore la solidarité qui se manifeste envers les mineurs en grève.

## La grève, ça peut être contagieux

Une mise à pied prise la semaine dernière à l'encontre d'un postier de Manchester, qui refusait de trier en même temps des enveloppes de tailles différentes, a immédiatement entraîné la grève des 3 000 postiers des 47 principaux bureaux de poste de Manchester. La grève s'est même étendue aux postiers d'autres secteurs, à qui l'on voulait faire trier le courrier laissé en souffrance par les grévistes de Manchester.

La grève, qui a duré près d'une semaine et s'est terminée mardi dernier, est un signe de plus — après la grève des dockers du début juillet — de la tension qui règne dans la classe ouvrière britannique. Un incident localisé peut entraîner des réactions en chaîne prenant une ampleur imprévue.

De cela le gouvernement britannique semble bien conscient et il craint d'avoir à affronter, en même temps que les mineurs, d'autres secteurs de la classe ouvrière. C'est sans doute pour cette raison que, lors des négociations salariales

du secteur public, le gouvernement a pris soin de ne pas envenimer les choses et de faire des propositions un peu supérieures à celles qu'attendaient les travailleurs, offrant 4,5 % d'augmentation, pour tenter de couper court à tout risque de conflit dans ce secteur.

Les dirigeants syndicaux sont les premiers à tenter de profiter de la situation pour obtenir quelques concessions du patronat et du gouvernement, mais tout en se gardant bien toutefois d'inciter les travailleurs des différents secteurs à mettre leur poids dans la bataille. C'est ainsi par exemple que les dirigeants syndicaux ont décidé d'engager les cheminots dans des escarmouches bien circonscrites avec la direction des chemins de fer, qui envisage des réductions importantes d'effectifs. Les ouvriers des ateliers de réparation sont ainsi appelés à faire une journée de grève le 10 août, les employés des transports londoniens une journée aussi, mais le 12 septembre. Quant aux roulants, ce serait plutôt le 10 septem-

bre qu'une action leur serait proposée.

Bref, au-delà de la Manche comme ici, c'est la même tactique que les organisations syndicales proposent aux travailleurs quand elles veulent diviser leurs réactions et éparpiller leur mécontentement au lieu de rassembler leurs forces. Et cette tactique tourne d'autant plus le dos aux intérêts de la classe ouvrière britannique qu'elle laisse les mineurs isolés.

Les dirigeants syndicaux cherchent ainsi à profiter du rapport de forces créé par la grève des mineurs pour obtenir quelques concessions qui leur permettraient de redorer un peu leur blason, mais tout en prenant soin de ne pas créer dans le pays un rapport de forces qui pourrait vraiment faire plier gouvernement et patronat.

Ce sont là de délicats calculs que le mécontentement de la classe ouvrière, encouragé par la grève des mineurs, pourrait bien déjouer.

D.C.

## 6 AOÛT

# L'anniversaire d'Hiroshima

Le 6 août 1945 explosait la première bombe atomique à Hiroshima, au Japon. A l'époque, tout de suite après l'explosion, un vent soufflant à 1200 km/h balaya la ville, rasant tout sur un rayon de plus d'un kilomètre. On dénombra plus de 30 000 victimes. Ceux qui moururent des suites des brûlures et des radiations portèrent le nombre des victimes à 140 000. Le 9 août, c'était au tour de Nagasaki de subir les radiations atomiques, le feu, les ruines et la désolation. Au total, le nombre des morts s'éleva à plus de 300 000.

Les dirigeants américains justifièrent leurs actes de l'époque — et les justifient toujours — par la nécessité de faire capituler le Japon pour mettre fin à la guerre. Mais, en août 1945, celui-ci

était déjà vaincu militairement.

Les massacres d'Hiroshima et de Nagasaki furent le résultat de la politique de terrorisme délibéré de la part de l'impérialisme américain, pour semer la peur et la terreur parmi la population civile des pays vaincus. D'ailleurs, l'ensemble des villes japonaises furent systématiquement bombardées : Osaka, Kobé, etc. Tokyo à elle seule, le 8 mai, reçut 2 000 tonnes de bombes classiques. On retira 83 000 cadavres des décombres.

Le sort du commandant Eatherly, qui dirigeait les opérations de bombardement sur Hiroshima, est significatif. D'après le journaliste Wilfred Burchett, qui raconte la vie du pilote dans son livre *Hiroshima*, Eatherly fut atteint de

dépression nerveuse dans les années qui ont suivi le drame et il fut interné. Mais il semble que par la suite son internement ait été prolongé par les autorités américaines, parce qu'il voulait dénoncer l'horreur et l'absurdité de la guerre.

Le 6 août dernier, 50 000 personnes se sont rassemblées à Hiroshima, en hommage aux victimes et pour manifester contre le péril qui menace le monde aujourd'hui. Car l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki n'a pas stoppé la fabrication des engins de destruction, au contraire. Des armements nucléaires de toutes sortes sont accumulés aux quatre coins du monde, risquant de transformer la planète en des dizaines d'Hiroshima.

René SICILE



Photo aérienne après l'explosion



# Manœuvres autour du fauteuil présidentiel

A six mois des élections qui, en janvier 1985, doivent servir à désigner le président de la République civil qui remplacera l'actuel militaire en place, le général Figueiredo, les tractations ont l'air de se multiplier entre militaires et représentants des partis politiques autorisés.

Les militaires, dont la politique depuis deux ans a consisté à garder le plus fermement possible le contrôle de cette période de transition, en essayant de maintenir en place des hommes qui leur soient liés, semblent aujourd'hui résignés à voir leur succéder une personnalité de l'opposition.

Alors qu'en avril 1984 ils s'étaient refusés à céder

devant l'opposition qui réclamait le suffrage direct, en s'appuyant sur d'immenses manifestations populaires, et avaient alors imposé que l'élection du président se fasse au sein d'un collège restreint où jusque-là le parti gouvernemental était majoritaire, aujourd'hui cet organisme lui-même n'a pas l'air aussi impénétrable aux pressions politiques de la rue que les militaires pouvaient le souhaiter : le président qui sera désigné à toutes les chances de ne pas être un membre du parti gouvernemental. En effet ce parti s'est scindé en deux et l'une de ses fractions, dirigée par le vice-président de la République, Chavez, a décidé de

s'allier au parti d'opposition qu'est le PMDB, qui est toutefois un parti de droite, très respectueux des militaires. Et du coup le favori dans la course présidentielle serait l'actuel gouverneur de l'Etat du Minas Gerais, Tancredo Neves.

Si aujourd'hui les militaires semblent se rallier à cette candidature, et en tout cas pour le moment ne pas vouloir y faire obstacle, c'est bien sûr que Tancredo Neves est pour eux un moindre mal. Il s'est engagé à ne pas s'appuyer sur « l'esprit de revanche » que pourrait avoir la population ; il s'est engagé à s'en tenir aux accords économiques conclus avec le FMI : et il a tout de même le mérite, aux yeux de la

population, d'être un homme qui a fait partie de l'opposition et qui n'a pas été directement compromis dans la dictature.

Car vingt ans de pouvoir ont tellement usé le régime militaire que, pour qu'un pouvoir civil puisse ne serait-ce que quelque temps bénéficier d'un consensus populaire, il faut qu'il n'apparaisse pas lié au parti gouvernemental, trop impopulaire.

Toutes ces manœuvres, qui seront peut-être à l'origine, dans les mois qui viennent, de bien d'autres péripéties, permettent de mesurer à quel point la grande majorité de la population brésilienne, c'est-à-dire les dizaines de millions de paysans pauvres, les dizaines

de millions d'hommes et de femmes qui peuplent les immenses bidonvilles autour des grandes villes, n'ont rien à attendre de tous les politiciens qui depuis plusieurs années utilisent le mécontentement populaire pour revenir sur le devant de la scène politique. Mais tous leurs calculs précautionneux, toutes leurs tractations ne valent qu'aussi longtemps que les masses populaires ne prennent pas conscience qu'elles pourraient se battre pour leur propre compte.

Henriette MAUTHEY

## Uruguay

# Les militaires se préparent à quitter le devant de la scène

Les militaires uruguayens en place depuis 1973 et qui, un peu comme leurs homologues brésiliens, préparent depuis plusieurs années leur sortie de l'avant-scène, ont pris depuis plusieurs semaines une série de mesures spectaculaires.

Une amnistie importante doit permettre à des centaines de prisonniers politiques de retrouver la liberté. Plusieurs partis politiques de gauche regroupés dans le Front Elargi ont été « déproscrits ». Et le vendredi 3 août un accord a été signé entre les représentants des militaires et des représentants de trois des principaux partis politiques, à savoir le Parti Colorado et l'Union Civique, qui sont des partis de droite autorisés depuis longtemps, ainsi que des représentants du Frente Amplio. Un important parti de droite, le Parti National, dit Parti Blanco, a refusé de s'associer à cet accord tant que son leader Wilson Ferreira Aldunate, emprisonné en juin dernier, ne sera pas libéré. Mais ce parti a néanmoins donné implicitement sa caution à l'accord politique qui s'est dégagé des négociations.

Le contenu de cet accord convoque les élections générales pour le 25 novembre prochain et prévoit la remise du pouvoir aux civils avant mars 1985. Il définit par ailleurs un certain nombre de modalités concernant le rôle des militaires dans la vie politique pendant la période de transition, le possible recours à l'Etat d'exception, les modalités d'intervention de la justice militaire, autant de points qui depuis des mois s'avéraient épineux.

La vie politique en Uruguay va donc être dominée dans les mois à venir par la préparation des élections. Et tout permet de penser que de nombreuses tractations vont avoir lieu entre les dirigeants des principaux partis politiques qui sont en compétition et qui vont essayer d'accroître leur audience et de trouver ou de retrouver la place dont les militaires les avaient évincés.

Mais ces mesures ne créent

pas des conditions nouvelles que pour les états-majors politiques. Elles en créent aussi pour la population de ce pays, et entre autres pour la classe ouvrière. De nombreux militants du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des syndicats, du MNL, c'est-à-dire du mouvement Tupamaro, vont sortir de prison après parfois trois, quatre, huit ou dix ans d'incarcération. Des exilés vont pouvoir rentrer. Beaucoup parmi eux ont l'expérience des luttes sociales et politiques, et recommenceront à combattre pour une société plus libre et plus juste. Il faudra que dans les mois, les années qui viennent, ils sachent éviter les impasses et les pièges du passé. Il faudra qu'ils parviennent à conclure pour la classe ouvrière un parti à son service. Ils sont de toute façon d'ores et

déjà un capital combattant, un capital militant pour la classe ouvrière uruguayenne mais aussi pour la classe ouvrière d'Amérique latine.

L'année écoulée a montré la combativité des classes populaires, car c'était par centaines de milliers que les Uruguayens manifestaient contre la dictature. Elle a aussi montré la réactivité de la classe ouvrière, qui s'est mobilisée en outre dans de nombreuses grèves et qui, malgré la dictature, s'est organisée, assez largement semble-t-il, sur le plan syndical. Eh bien, cette classe ouvrière peut jouer un rôle important dans les mois, les années à venir, si elle ne se laisse pas endormir par tous ceux qui vont tenter de lui faire croire qu'elle doit s'en remettre au bulletin de vote.

H.M.



Une image de la dictature : sous prétexte de recherche les guérilleros Tupamaros, les soldats fouillent en 1970 les passants dans les rues de Montevideo.

## Guerre Iran-Irak

# Les grandes puissances s'inquiètent

Ces dernières semaines, treize cargos ont été endommagés par des mines dans la mer Rouge, mer qui relie l'Océan Indien à la Méditerranée par le canal de Suez et par laquelle transitent un grand nombre de pétroliers.

Le minage de la mer Rouge a été revendiqué par l'organisation clandestine islamique Al Jihad, pro-iranienne. Et la presse n'a pas manqué de rappeler les propos menaçants du représentant de Khomeiny au Conseil supérieur de la défense iranien, déclarant que, si le blocus irakien du terminal pétrolier de Kharg se poursuivait, « l'insécurité ne se limiterait pas au golfe Persique et s'étendrait aux puits pétroliers et aux oléoducs de la mer Rouge ».

Ainsi les explosions de la

mer Rouge ont ramené au devant de l'actualité une guerre dont on ne parle pas beaucoup : la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Cette guerre dure depuis bientôt quatre ans. Elle aurait fait plus de 350 000 morts, dont 250 000 pour l'Iran qui compte 40 millions d'habitants et 100 000 pour l'Irak qui en compte 14 millions. Les destructions dans les deux pays sont chiffrées par certains à 3 200 milliards de francs, soit près de trois fois l'ensemble du budget français !

Mais ce n'est pas cela qui jusque-là a retenu les grandes puissances de se mêler du conflit autrement qu'en vendant des armes, soit directement et ouvertement, comme la France le fait pour

l'Irak, soit de façon plus détournée, comme d'autres.

Mais aujourd'hui, cette voie du pétrole qu'est le canal de Suez est menacée par les Iraniens. Cela s'ajoutant à l'insécurité qui règne déjà dans le golfe Persique à la suite des raids de l'aviation irakienne sur le terminal pétrolier de Kharg, c'est l'ensemble de l'écoulement du pétrole du Moyen-Orient qui est menacé. Alors, on voit les grandes puissances s'apprêter à venir sur le terrain.

Hernu a déclaré que trois navires de guerre français étaient actuellement au large du port de Djibouti. Les Etats-Unis vont faire faire du déminage à un navire dit « océanographique » et annoncent l'envoi probable d'hélicoptères

spécialisés dans la lutte anti-mines. Des bâtiments anglais doivent également participer à une opération de détection de charges explosives.

Quoique essentiellement symboliques pour le moment, ces dispositions montrent en tout cas que les principales puissances impérialistes pourraient intervenir, dès lors que le flot du pétrole et les profits qu'il leur procure pourraient être interrompus. Quant au sang des Iraniens ou des Irakiens, il peut toujours continuer de couler : tant que cela n'est pas défavorable pour les affaires, ce n'est surtout pas les grandes puissances que cela gêne.

Louis GUILBERT



# La planète souffre du capitalisme, pas de surpopulation

En ce moment se tient à Mexico la seconde Conférence internationale sur la population, organisée à l'initiative des Nations unies, rassemblant diplomates, économistes, experts, sociologues, etc. de cent cinquante-six pays différents.

La première conférence de ce genre — qui s'était tenue à Bucarest en 1974 — s'était conclue sur une note alarmiste : la population augmente trop vite, dans un proche avenir les ressources planétaires risquent d'être complètement épuisées et « nous courons à la famine », si nous ne sommes pas capables de maîtriser cette « explosion démographique ».

Et d'appeler Malthus à la rescousse : les pays doivent développer une politique de contrôle des naissances, limiter à tout prix la cellule familiale à un ou deux enfants — ceci pour les pays pauvres. C'est la politique qu'a suivie la Chine par exemple, où une vaste campagne pour l'enfant unique se poursuit, et pas uniquement au niveau de la propagande : des avantages économiques sont accordés aux couples n'ayant qu'un enfant. Mais des moyens plus autoritaires sont aussi employés : contrôle des femmes dans leurs usines pour « dépister » celles qui seraient enceintes, avortements forcés, etc. En Inde aussi, on encourage la stérilisation, parfois même sans prévenir la femme !

Depuis dix ans, la situation n'a fait que s'aggraver, selon le jugement de ces experts. Pas-

sant à 4,750 milliards d'habitants, la population a augmenté de 770 millions. Et la Banque Mondiale prévoit que, d'ici une vingtaine d'années, ce chiffre pourrait s'élever à 8,3 milliards, dont 7 milliards vivant dans des pays sous-développés. D'autre part, l'urbanisation s'accélérera (80 % de la population vivra dans les villes en 2025), et les cités géantes du genre de Calcutta ou Mexico, où la population, chassée par la misère des campagnes, s'entasse dans d'immenses bidonvilles, se multiplieront dans le Tiers Monde.

Mais aujourd'hui personne n'ose plus prétendre sérieusement que la planète ne pourrait pas permettre de nourrir les hommes. Même la Banque Mondiale reconnaît que la seule production de céréales permettrait d'assurer à chaque être humain 3000 calories par jour et 65 grammes de protéines.

C'est dire que l'unique problème réside bel et bien dans l'organisation économique de la planète. Car aujourd'hui ce qui est alarmant, ce n'est pas que la population se développe dans les pays pauvres (d'ailleurs en général beaucoup moins densément peuplés que l'Europe : moins de 16 habitants au km<sup>2</sup> en Amérique du Sud ou en Afrique, 97 habitants au km<sup>2</sup> en Asie, contre 164 habitants au km<sup>2</sup> pour l'Europe des Dix). Ce qui est dramatique, c'est que la production alimentaire déjà insuffisante y

soit encore en diminution (moins 1 % en 1983). L'agriculture, de plus en plus orientée en fonction des profits commerciaux, consiste à produire pour l'exportation des produits tropicaux (café, cacao, sucre, fruits, fleurs) à destination des pays riches, à alimenter l'industrie des métropoles impérialistes ou à nourrir leur bétail, quitte à réduire encore les terres consacrées aux productions vivrières.

Et les trois quarts de l'humanité sont dans un état de sous-alimentation chronique qui va en s'aggravant. Le capitalisme, en pillant la planète entière pour le profit de quelques pays privilégiés (et même d'une minorité d'habitants de ces pays), entretient le reste du monde dans une misère sans nom. Et le fait que ce soit dans les pays les plus pauvres que la population se développe le plus inquiète les dirigeants des pays nantis, qui voient leur situation de privilégiés compromise par une possible « déstabilisation » sociale. Il s'agit simplement pour eux de reculer l'échéance, de trouver des palliatifs pour empêcher que les masses misérables des pays du Tiers Monde ne réclament leur dû et ne viennent demander des comptes à ceux qui les ont dépouillés.

Mais la politique malthusienne qu'ils préconisent, visant à limiter les naissances, des pauvres seulement bien évidemment, est d'autant moins une solution à leurs angoisses que ce n'est pas la



fécondité des êtres humains qui produit les pauvres, mais que c'est le système économique lui-même qui les fabrique par millions, par dizaines de millions, par centaines de millions, parce qu'il ne peut se perpétuer que par l'exploitation de l'immense majorité de l'humanité qu'il dépouille de toute richesses et réduit au pire dénuement.

Alors oui, la petite minorité de possédants, de profiteurs, a bien raison de trembler pour ses privilèges, car un système qui perpétue tant d'atrocités, alors même que la planète est assez vaste et l'activité des hommes assez productive pour permettre à tous de vivre décemment, est inévitablement condamné.

Marianne LAMIRAL

## Mexico inquiète les USA

Mexico, où vient de se tenir une Conférence internationale sur la croissance démographique mondiale, sera dans quelques mois la ville la plus peuplée de la planète. Avec 18,1 millions d'habitants, la population de la capitale du Mexique dépassera en 1985 celle de l'agglomération japonaise de Tokyo.

La plupart de ces 18 millions d'hommes vivent misérablement. Dans un long reportage, la revue conservatrice américaine *Time* décrit la situation de la plus grande ville du monde. Plus de deux millions d'habitants n'ont pas l'eau courante et plus de trois millions pas le tout-à-l'égout. « Mexico produit environ 14 000 tonnes d'ordures par jour, mais en traite seulement 8 000. La moitié de ce qui reste est enterrée et le surplus pourrit en plein air. Résultat : des légions de rats. Trois millions de voitures et 7 000 autobus diesel, dont beaucoup très vieux et en ruines, contaminent l'air. S'y ajoutent 130 000 usines, qui représentent 50 % de l'industrie mexicaine... Le simple fait de respirer équivaut au fait de fumer deux paquets de cigarettes par jour ».

Alors Mexico effraye. Non pas tellement le sort de ses habitants, mais la proximité de ses millions de pauvres. « La perspective de l'apocalypse urbaine ne menace pas seulement la mégaville du Mexique, mais aussi les Etats-Unis. La frontière non défendue de 3200 kilomètres entre le Mexique et les Etats-Unis est le seul endroit du monde où une



La bourgeoisie craint que la répression soit insuffisante pour endiguer la colère des pauvres. Ici l'armée quadrille la ville de Mexico pendant la révolte étudiante de 1968.

nation industrielle riche en côtoie une autre, pauvre et surpeuplée » écrit *Time*, qui s'interroge sur ce qui arrivera quand le gouvernement réduira les subventions aux produits alimentaires de base, qui seules permettent aux pauvres de ne pas mourir de faim en trop grand nombre. « Le jour où le peuple n'aura rien à mettre dans son estomac sera le jour du soulèvement », répond un curé d'un quartier de taudis.

Les pauvres sont trop nombreux, ont dit les délégués des pays riches à Mexico. Les pauvres sont trop près, s'inquiète la revue américaine dont les bureaux se trouvent à deux pas

de Wall Street. Mais personne à Wall Street ne trouve que les pauvres sont trop pauvres. Au contraire. L'année dernière, les banquiers de Wall Street ont exigé du Mexique un plan draconien d'économies destiné à augmenter les remboursements de prêts des banques étrangères. Et *Time*, comme toute la presse américaine conservatrice, avait loué les efforts du gouvernement mexicain. Un grand journal capitaliste américain ne peut tout de même pas dire à ses lecteurs que Wall Street risque de déclencher demain une révolution à la frontière du Texas...

Pierre VERNANT

## Fais-moi peur !

« Le suicide de l'homme blanc ? » titre à la Une *L'Express* du 3 août pour son dossier de la semaine sur la démographie dans le monde.

Certes, les éditorialistes du numéro ne s'attachent pas aux couleurs de peau, voyons. Ils écrivent même : « L'homme blanc ? On sait, grâce à François Jacob et à Albert Jacquart, que le concept de race n'a pas de fondement scientifique ».

Qu'importe si « l'homme blanc » n'existe pas, du moment qu'il est lecteur de *L'Express* et qu'on peut lui vendre des sueurs froides. Car, poursuit *L'Express*, « les minorités de couleur, sans doute en raison de leur moindre niveau de vie, continuent à avoir, en Occident, une natalité forte ».

Et c'est en se voyant ainsi peu à peu plonger dans le noir que *L'Express* prend peur : « Dans ces conditions, on peut se demander quel sera l'avenir d'une minorité si fragile, comparable, à l'échelle du monde, à la situation des Blancs en Afrique du Sud (18 %) ». En somme, c'est la situation des Blancs qui est inquiétante en Afrique du Sud !

« Même minoritaires, la suprématie économique et militaire

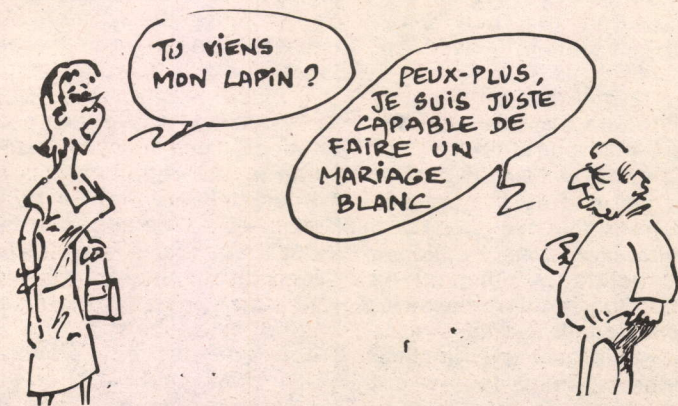
des Blancs, à l'Est comme à l'Ouest, est une réalité écrasante pour quelques dizaines d'années encore », rappelle cependant *L'Express* pour rassurer un peu ses lecteurs. Mais après ?

Heureusement que dans *Le Figaro* du 6 août le professeur Pierre Chaunu, sous le titre « L'homme blanc survivra-t-il ? », a sa petite solution pour répondre aux angoisses de *L'Express* : « Nous allons vers une situation de cauchemar, vers le chaos, si l'Occident ne rompt pas avec les mythes ravageurs pour redresser la natalité au plus vite. (...) Plutôt que d'entretenir des chômeurs, il vaut mieux payer les femmes pour qu'elles fassent chez elles la chose la plus précieuse qui soit : fabriquer et éduquer des enfants intelligents ». Fabriquer des enfants blancs, évidemment, car pour Pierre Chaunu un enfant né dans un milieu immigré est « un enfant complètement loupé ».

Pas raciste après ça, la presse française. Mais elle ferait parfois mieux de laisser des pages blanches.

Olivier BELIN

CHAUNU OU CHAUD LAPIN ?





## STALINGRAD de Théodor Plievier

Réédité au début de l'année, ce livre de l'écrivain allemand Théodor Plievier, a été publié en 1945. Il retrace la seconde partie de la bataille de Stalingrad qui, entre novembre 1942 et février 1943, se conclut par l'encerclement et l'écrasement de la VI<sup>e</sup> armée allemande à laquelle Hitler avait interdit de capituler.

La bataille de Stalingrad a constitué le tournant de la Seconde Guerre mondiale. L'état-major allemand, qui avait lancé une armée de plus d'un million d'hommes dans le sud de la Russie afin de tenter de s'emparer des champs de pétrole du Caucase et de la ville de Stalingrad, n'a pu atteindre les objectifs fixés par Hitler. Durant l'été et l'automne 1942, Stalingrad, réduite à l'état de ruines, a été occupée aux neuf dixièmes par l'armée allemande. Mais l'armée soviétique et les défenseurs survivants de cette agglomération, qui était devenue pendant la guerre l'un des grands centres ouvriers de l'industrie soviétique, se sont accrochés aux ruines de la ville, enterrés dans les caves et sous les décombres des usines effondrées. Ils ont mobilisé les 330 000 soldats commandés par le maréchal von Paulus. Et le 19 novembre alors que l'hiver a débuté, l'ensemble de l'armée allemande, qui n'a pas réussi à faire tomber

toute la ville, se trouve encerclée, sans espoir de pouvoir se dégager.

Le livre de Plievier, qui a été écrit à partir des témoignages de nombreux rescapés, retrace l'agonie de cette armée, écrasée sous les bombardements, rongée par la famine (le ravitaillement aérien permet de maintenir l'ordinaire des états-majors mais ne parvient pas aux soldats de première ligne), gelée dans les trous où elle s'est enterrée.

Jusqu'au dernier moment, l'état-major refuse les propositions de capitulation du commandement soviétique, appliquant sans broncher les consignes démentes d'Hitler, pour lequel toute reddition est exclue. Les généraux, dont quelques-uns finissent par se suicider mais dont la plupart se murent dans leurs abris avec une bonne provision de cigares et sombrent dans l'abattement, ont pour principale activité le maintien de l'ordre et de la discipline. Car dans l'armée allemande assiégée on fusille encore des soldats épuisés qui n'ont pas eu la force de saluer leurs officiers, on rafle des blessés aux membres gelés pour les renvoyer au feu chaussés de chiffons. Les ouvriers, les paysans, les employés, les boutiquiers arrachés à toutes les régions d'Allemagne qui composent cette armée

prise au piège (il y aussi deux divisions roumaines et des contingents hongrois et italiens) seront 200 000 à mourir d'épuisement, de maladie, de froid et de faim plus encore que par les combats. Les blessés graves, dont seule une petite partie a été évacuée, sont abandonnés en plein vent pour faire de la place à ceux qui, encore valides, assiègent les centres de secours.

En Allemagne où toutes les familles des soldats savent, comme les soldats eux-mêmes, qu'ils ont été condamnés à mort par Hitler et l'état-major (les rododromes de la propagande officielle sont transparentes), c'est aussi le désespoir. Tout le livre de Plievier, qui fut communiste dans les années vingt, quand le Parti Communiste Allemand était révolutionnaire, est un témoignage poignant sur les souffrances endurées par le peuple allemand brisé par le régime nazi et aussi sur les crimes qu'on lui a fait commettre contre le peuple et contre les prisonniers de guerre soviétiques. Et cet ouvrage rappelle que, si Hitler a massacré les peuples, il a aussi envoyé neufs millions d'Allemands à l'abattoir et que le peuple allemand fut sa première victime.

Pierre VERNANT

Stalingrad de Theodor Plievier - 444 pages - Ed. Flammarion, 80 F.



## Télévision

### Samedi 11 août

TF 1 - 20 h 35. Théâtre : **Le sexe faible**, d'Edouard Bourdet, dans une mise en scène de Roger Hanin et avec Bernard Haller. Dans l'après-guerre de 1914, la haute société et son âpreté au gain.

A 2 - 20 h 35. Claude-Jean Philippe présente **Le petit monde de Fernand Contandin**, dit **Fernandel**.

### Dimanche 12 août

FR 3 - 20 h 35. **La terre des vivants et le royaume des morts**. Troisième émission d'une série de sept consacrée à la préhistoire. Ce dimanche, l'épisode est intitulé **Les temps farouches à l'âge de fer**.

FR 3 - 22 h 30. Film-peplum : **Théodora, impératrice de Byzance**, de Ricardo Freda, avec Georges Marchal.

A 2 - 24 h 00. Pour les couché-tard, un **Spécial Supertramp** avec des extraits des concerts donnés par ce groupe de rock américain.

### Lundi 13 août

TF 1 - 20 h 35. Film d'aventures : **Les 40<sup>e</sup> rugissants**, de Christian de Chalonge, avec Jacques Perrin, Julie Christie, etc. Les mésaventures d'un ingénieur qui a mis au point un système anti-collisions pour la marine.

A 2 - 20 h 35. **Le Grand échiquier** de Jacques Chancel est consacré à Julia Migenes Johnson, l'interprète de **Carmen** dans le film de Francesco Rosi sur l'opéra de Bizet. Une occasion de retrouver cette magnifique chanteuse, danseuse, interprète, entourée de Ruggero Raimondi, Jean-Philippe Lafont, Maurice Béjart, et bien d'autres artistes.



FR 3 - 20 h 35. Aventures romanesques : **Angélique, marquise des Anges**, de Bernard Borderie, avec Michèle Mercier, Robert Hossein et Jean Rochefort. Un film bien mené, bien joué et fort distrayant.

TF 1 - 22 h 40. **Agatha Christie**, un portrait de cette romancière de policiers qui voulait être... chanteuse d'Opéra !

TF 1 - 23 h 40. Une émission de Robert Enrico, intitulée **Court métrage** et consacrée à un petit film : **Après rasage**.

### Mardi 14 août

TF 1 - 18 h 20. Première émission d'une série de quatre : **L'art au monde des ténèbres** :

« Les origines » présentent l'art pariétal d'il y a 15 000 ou 20 000 ans.

A 2 - 20 h 35. Film : **Le roman d'Elvis**, de John Carpentier. Une évocation de la vie de la superstar Elvis Presley.

FR 3 - 20 h 35. Film : **La légion saute sur Kolwezi**, de Raoul Coutard, avec Bruno Cremer. La version officielle française de l'expédition des parachutistes français sur le centre minier du Zaïre où une prise d'otages avait eu lieu en 1978, où bien évidemment Giscard d'Estaing et l'armée française font figure de héros de la liberté.

TF 1 - 22 h 15. Film égyptien : **Alexandrie, pourquoi ?** de Youssef Chabine. Chronique de l'Egypte des années 1942, alors sous domination britannique.

### Mercredi 15 août

TF 1 - 18 h 45. **L'art des ténèbres**, deuxième partie : l'âge du renne, à travers une visite des grottes de Dordogne.

TF 1 - 21 h 35. **Mémoire : Fernand Braudel**, un portrait de cet historien passionné par tout ce qui touche à la Méditerranée et auteur de nombreux ouvrages qui l'ont fait qualifier de « chef de file de l'école historique française ».

FR 3 - 20 h 35. Léo Ferré. Troisième partie d'une émission consacrée au chanteur de Baudelaire, Breton, Anna de Noailles...



### Jeudi 16 août

TF 1 - 18 h 20. **L'art au monde des ténèbres** : Deuxième partie intitulée : « Les grandes inventions de Lascaux ».

TF 1 - 19 h 40. **Ces chers disparus** : vingt minutes en compagnie ce soir de Francis Blanche.

A 2 - 20 h 35. « Télévisions du monde » propose une soirée avec la télévision belge : un téléfilm (**Le tribunal des sept**, policier), une course de brouettes et un spectacle de variétés composent la soirée.

### Vendredi 17 août

TF 1 - 18 h 20. **L'art au monde des ténèbres : la civilisation magdalénienne**. Deuxième émission de la série, présentant les figurations humaines et celles des grands mammifères à l'époque de la préhistoire.

TF 1 - 20 h 35. **Les pianistes du bar**, émission d'André Halimi, sur ce métier difficile et aujourd'hui à peu près disparu, où firent leurs débuts Darry Cowl, Louis de Funès ou Gainsbourg.

FR 3 - 20 h 35. **Vendredi**, propose une émission sur le thème « Ils meurent de faim... et alors ? » et explique combien la lutte contre la faim dans le monde est dérisoire et combien sont hypocrites toutes les déclarations des grands de ce monde qui prétendent le contraire.

A 2 - 21 h 30. Bernard Pivot consacre son émission littéraire « **Apostrophes** » à des « Flâneries et escapades » bien adaptées à cette période de vacances, en compagnie de divers romanciers.

A 2 - 23 h 00. Ciné-été : **Le maître-nageur**, de Jean-Louis Trintignant, avec Guy Marchand, Stefania Sandrelli et J.-L. Trintignant. Une comédie d'humour noir.



## « Les milliards de l'art »

D'emblée le dessin de couverture donne le ton de la publication : la Joconde de Léonard de Vinci, tenant dans sa main gauche une poignée de billets de 500 F et, sortant discrètement de son corsage, un autre billet, de 100 dollars celui-là.

Le Canard Enchaîné dans ce dossier de 100 pages, très bien illustré, ne compte pas nous entretenir de l'art pour l'art, de la beauté des œuvres ou de la joie de créer, mais du marché des œuvres d'art depuis la Deuxième Guerre mondiale.

C'est surtout à partir de la prospérité des années 1960 que l'on assiste de la part des financiers à une véritable ruée vers l'art. Il faut dire qu'en 70 ans certaines toiles de Monet avaient augmenté de 1 450 % en valeur réelle, Manet de 2 670 %, Renoir de 3 800 %, sans compter Rembrandt ou Le Greco qui ont grimpé de 100 000 % en un siècle.

Le 15 novembre 1983, une toile de Manet s'est vendue 31 680 000 F à New York, et une toile de Gauguin, toujours à New York, a trouvé preneur de 32 571 000 F.

Bien sûr, ce marché fabuleux des œuvres d'art est soumis aux vicissitudes de la mode et de la spéculation. Le marché est fantasque et les gros investisseurs ne savent pas toujours où donner de la tête, d'autant que, lorsqu'un style se vend bien, les faux inondent rapidement les salles de vente. Même les musées nationaux s'en font refiler, à l'exemple de Beaubourg qui a acheté en 1979 trois faux Mondrian pour 300 millions de centimes.

Les dépenses des musées nationaux pour enrichir le patrimoine visitable étaient de 53 millions de francs en 1983, une misère comparée aux fortunes privées (le chiffre d'affaires de la salle des ventes de l'hôtel Drouot s'élève à un milliard de francs). Sous prétexte d'éviter que les chefs-d'œuvre ne quittent clandestinement la France, Mitterrand a offert en cadeau aux propriétaires d'œuvres d'art la loi du 30 décembre 1981 qui stipule :

« Les objets d'antiquités, d'art ou de collection ne sont pas compris dans les bases d'imposition ». L'allocation chômage est imposée mais, si vous possédez pour des millions d'objets d'art, vous ne payez pas un sou au fisc !

Tout un monde d'affairistes, de collectionneurs, de banquiers, de compagnies d'assurances, d'experts, de transporteurs, de commissaires-priseurs, de faussaires, de receleurs ou de marchands aux puces prélèvent au passage leur dîme sur cette manne issue du pinceau, ou du ciseau ou du marteau des artistes. Par petites touches humoristiques et pénétrantes, Le Canard nous en fait entrevoir les petites et les grandes magouilles au grand plaisir du lecteur.

Gil LANNOU

Les milliards de l'art, Les dossiers du Canard n° 11, juin 1984 - 22 F.



### LE IX<sup>e</sup> FESTIVAL DU LIVRE VIVANT DE LA FORTERESSE DE CLUIS-DESSOUS (Indre)

nous informe qu'il présente

« LES CHARDONS DU BARAGAN »

D'APRES LE ROMAN DE PANAÏ ISTRATI

« Le petit Matake rêve d'aventures et pour lui, comme pour tous les enfants de son âge, le désert du Baragan représente l'aspiration à l'évasion. Un certain jour de septembre il part à la conquête du désert. Au gré de son vagabondage, il se trouve mêlé au vaste soulèvement de 1907 ».

« La mise en scène exprime le sens profond du roman de Panaï Istrati et le double symbolisme des chardons : appel de la liberté et danger de l'oppression.

Dans le magnifique cadre des ruines médiévales de Cluis-Dessous, elle rassemble un grand nombre d'interprètes, presque tous issus de la population locale, en un spectacle harmonieux et grandiose où se mêlent danse, musique et théâtre. »

Du 10 au 19 août (sauf le 16 août) à 21 h 15 - 35 F.

## « La retraite anticipée du guide suprême » par Doumbi-Fakoly

Dans un pays d'Afrique, le dictateur au pouvoir décide un jour de jouer le jeu démocratique. Il autorise six partis politiques (trois « progressistes » et trois conservateurs), organise des élections législatives à peine truquées, et nomme ensuite à la tête du gouvernement le leader du seul parti politique qui ne soit pas corrompu.

Ce dernier engage alors la lutte contre la corruption, essaie de redresser la situation économique désastreuse du pays, toujours sous la direction du « guide suprême ».

Mais celui-ci n'a jamais envisagé la libéralisation de son pays que comme un piège destiné à faire tomber ses adversaires. Prenant prétexte d'un attentat monté de toutes pièces contre sa personne, il démet le gouvernement en place et fait condamner les principaux membres. Les partis politiques sont de nouveau

interdits, le peuple n'étant pas assez « adulte » pour faire l'expérience de la démocratie.

La jeunesse du pays, qui avait cru au changement et créé des organisations de soutien au Premier ministre, se révolte alors contre le dictateur. Bien qu'il ait fait appel à la Force armée inter-africaine et aux soldats français, le « guide suprême » est finalement vaincu.

L'histoire se passe au « Dansou », pays imaginaire d'Afrique. Il est cependant aisé d'y reconnaître différents Etats africains formellement indépendants, mais où une minorité de profiteurs inféodés à l'ancien colonisateur français usent de la terreur et de la corruption comme moyen de gouvernement et ne pensent qu'à tirer le maximum d'argent pour leur profit personnel, laissant

le pays économiquement à l'abandon et les populations misérables.

L'ouvrage est certes plein de bonnes intentions ; malheureusement la démonstration est parfois un peu lourde.

Marianne LAMIRAL

La retraite anticipée du guide suprême de Doumbi-Fakoly, Ed. L'Harmattan - Collection Encres Noires.

## « L'Encre et le calame » d'Olivier Laurent

L'action se déroule en Egypte, aux alentours de 1500 avant notre ère. Le héros, Nébéry, fait une brillante carrière dans le sillage de Hatchepsout, fille de pharaon, épouse de pharaon, qui finit par se faire couronner elle-même pharaon. On suit donc les aventures de Nébéry, de sa famille, de ses amis, les intri-

gues de la cour, les chasses, les voyages en Mésopotamie, en Crète ou en Afrique orientale, les cérémonies religieuses, les rites d'embaumement.

Ce roman historique se lit facilement. Mais, aussi bien pour la richesse documentaire, l'habileté narrative, l'intérêt des caractères que pour l'humour du style, il est loin

d'égaler Sinouhé l'Egyptien de Mika Waltari. Et, après tant d'autres romans « égyptiens », il laisse une certaine impression de déjà-vu.

Vincent GELAS

L'encre et le calame d'Olivier Laurent, éd. Olivier Orban, 429 p., 85 F.

## Mots croisés

### HORizontalement

I. Tremblement de terre ou typhon - II. Son et lumière au naturel - Prénom arabe - III. Certaines sont éternelles - Un peu de terre et beaucoup d'eau - IV. Oiseau - V. Phonétiquement : partie de la Méditerranée - Ils savent beaucoup - VI. Pied de vigne à l'envers - En Corse - VII. Eléments de couverture - VIII. Il a des propriétés antiseptiques - Phonétiquement : dépêchez-vous ! - IX. Tragédie d'Euripide - Cardinaux - X. Propre - Elle n'est plus là.

### VERTICALEMENT

1. Au sud de Santiago - 2. Façon de mesurer les terres - Monnaie scandinave - 3. Amalgame d'étain - Ce n'est pas le plus vieux - 4. Prophète juif - Très bouleversé - 5. On parle d'elle à Strasbourg - Ecrivain suisse - Symbole chimique - 6. A chair rosée - 7. Légende bretonne - Divinités latines - 8. Surprenant comme le froid - 9. Graminée - Anesthésiste africaine - 10. Aux Pays-Bas comme au Nigéria - Lieu de passage - Souvent dos à dos.

### Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	R	E	V	E	L	E	R	A	D	
II	E	D	I	T		P	O	E	L	E
III	V	E	R	I	T	A	B	L	E	S
IV	E	N	T	R	E	T	O	I	S	E
V	T		U	E		A	T	T	A	R
VI	E	R	E		A	N	S	E		T
VII	M	E	L	A	I	T			C	E
VIII	E	L	L	E	S		E	C	R	U
IX	N	I	E	R	E	N	T		E	R
X	T	E			E	S	P	E	C	E



## Une étoile est née de George Cukor avec Judy Garland

Ce film a été réalisé par George Cukor en 1954, mais ce n'est que depuis peu qu'il est visible dans sa version intégrale (3 heures) : la quasi-totalité des coupures faites à la sortie du film par les studios ont été retrouvées, à l'exception de quelques minutes où le film est remplacé par des photos de plateau.

Une étoile est née, c'est en quelque sorte la manière dont le show business sélectionne celui ou celle qui deviendra une star ou, à l'inverse, élimine celle qui est déclinante.

La nouvelle étoile du film, une chanteuse de jazz interprétée par Judy Garland, est remarquée par un grand acteur alcoolique, Maine, interprété par James Mason. Celui-ci lui ouvrira la porte des studios et la soutiendra jusqu'à ce qu'elle soit remarquée par le grand patron. En même temps, les tentatives de Maine d'échapper à l'alcool, si elles réussissent un bref moment, le temps d'aider — et d'épouser — sa protégée, échouent lamentablement. Et tandis que sa

femme atteint la consécration, lui-même décline au point de devenir une épave irrécupérable.

Le scénario est nourri d'épisodes de la vie d'acteurs bien réelle — à commencer par Judy Garland elle-même, que ce rôle avait tirée de l'alcool et de la drogue. Mais si le thème peut paraître mélodramatique — et le fait est que les scènes mélos ne manquent pas — le déferlement des grands sentiments fait rarement disparaître l'émotion. Il faut dire que le film est servi par de très grands acteurs, et Judy Garland et James Mason sont parfois bouleversants.

Et puis, Hollywood reste vu par Hollywood : c'est dire que les super-productions de music-hall ne manquent pas, relayant avec bonheur des scènes intimistes et donnant la mesure d'acteurs aux facettes multiples : Judy Garland joue, mais aussi chante et danse, le tout avec le même talent.

Un très beau film.

Jean-Jacques FRANQUIER



## Les aventuriers de la Sierra Leone

Dans ce film il y a tous les ingrédients de l'aventure : le savant archéologue défenseur de la science opposé à un trafiquant d'armes mégalomane et sans scrupules, la jouvencelle, fille du savant, et sa belle et ténébreuse rivale, le chevalier sans peur et sans reproche en la personne d'un reporter athlétique, sans oublier les Indiens des Andes, des prêtres bien curieux, mais surtout un météorite dont les fragments enchassés dans de l'or ont de bien étonnantes propriétés.

Les héros vont avoir à déjouer tous les pièges, y compris celui d'un volcan en éruption, au prix d'un peu trop d'hémoglobine versée et de quelques pointes d'humour.

Pour ceux qui aiment le genre suspens à rebondissement, c'est correct. Amateurs de films psychologiques, s'abstenir.

Gil LANNOU

## Sélection

### Films récents...

**A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.**  
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et plein d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour !

Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. Athéna 12<sup>e</sup>. Nation 12<sup>e</sup>. Paramount Bastille 12<sup>e</sup>. Fauvette 13<sup>e</sup>. Paramount Galaxie 13<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Miramar 14<sup>e</sup>. Sept Parnassiens 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. Images 18<sup>e</sup>. Secrétan 19<sup>e</sup>. Gambetta 20<sup>e</sup>.



**LE MYSTÈRE SILKWOOD.**  
de Mike Nichols.

Une ouvrière dans une usine nucléaire dénonce le mépris des industriels pour les conditions de travail et de vie des travailleurs.

Cinoches 6<sup>e</sup>.

**L'ETOFFE DES HÉROS.**  
de Philip Kaufman.



Les premiers Américains dans l'espace, un film à la gloire de l'Amérique certes, mais plein d'humour et d'images superbes. Le film dure plus de trois heures mais on ne voit pas le temps passer.

UGC Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo). Escorial Panorama 13<sup>e</sup> (vo).

**UNDER FIRE.**  
de R. Spottiswood.

A travers le reportage d'une équipe de journalistes, la guerre civile au Nicaragua au moment du départ de Somoza.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). UGC Odéon 6<sup>e</sup> (vo). UGC Biarritz 8<sup>e</sup> (vo). UGC Boulevard 9<sup>e</sup>. Les Montparnos 14<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

**YENTL.**  
de et avec Barbra Streisand.

Les révoltes d'une jeune fille dans une famille juive polonaise du début du siècle.

UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.**  
de Jamis Uys.

Une satire désopilante des « bienfaits » de la civilisation occidentale en Afrique du Sud.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup> (vo). Impérial 2<sup>e</sup>. George V 8<sup>e</sup> (vo). La Bastille 11<sup>e</sup>.

### ... et moins récents

**WEST SIDE STORY.**  
de Robert Wise.

Une tragédie musicale à l'américaine sur le thème de Roméo et Juliette.

Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Balzac 8<sup>e</sup> (vo).

**LES BLUES BROTHERS.**  
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup d'humour.

Ciné Beaubourg-les-Halles 3<sup>e</sup> (vo). UGC Danton 6<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

**FAME.**  
de Alan Parker.

La passion de jeunes élèves pour la musique, la danse... et la réussite sociale !

Saint-Michel 5<sup>e</sup> (vo). Élysées Lincoln 8<sup>e</sup>.

**CARMEN.**  
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Vendôme 2<sup>e</sup>. Monte Carlo 8<sup>e</sup>. Publicis Matignon 8<sup>e</sup>.

**RUE CASES-NÈGRES.**  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Epée de Bois 5<sup>e</sup>.

**VICTOR, VICTORIA.**  
de Blake Edwards.

Les mésaventures d'un acteur qui ne parvient au succès qu'en se déguisant en femme. La misogynie en prend un coup !

Saint-Germain Village 5<sup>e</sup> (vo).

**TOOTSIE.**  
de Sydney Pollack.

Un comédien devient célèbre sous un déguisement féminin, ce qui lui donne l'occasion de dénoncer bien des préjugés.

Opéra Night 2<sup>e</sup>.

### ... et de vieux films à voir ou à revoir

**MAIS QUI A TUÉ HARRY ?**  
d'Alfred Hitchcock.

Trop de coupables pour un cadavre qu'on ne cesse d'enterrer et de déterrer.

Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Marnigan 8<sup>e</sup> (vo). Trois Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

**NOBLESSE OBLIGE.**  
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Action Ecoles 5<sup>e</sup> (vo).

**TO BE OR NOT TO BE.**  
d'Ernst Lubitsch.

Une troupe de théâtre polonaise résiste aux nazis. Mais Shakespeare résiste aux acteurs...

Saint-André-des-Arts 6<sup>e</sup> (vo).

**EL.**  
de Luis Bunuel.

La jalousie jusqu'à la paranoïa.

Quintette 5<sup>e</sup> (vo). 14 juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo).

**AMERICA, AMERICA.**  
de Elia Kazan.

De la Turquie au « rêve » américain, vu par un jeune émigrant.

Reffet Quartier Latin 5<sup>e</sup> (vo).

**DE L'OR EN BARRE.**  
de Charles Crichton.

Un classique du film d'humour britannique.

Action Christine 6<sup>e</sup> (vo).

**FENÊTRE SUR COUR.**  
d'Alfred Hitchcock.

Une enquête criminelle vue d'une fenêtre.

Reffet Quartier Latin 5<sup>e</sup> (vo).

**LES SEPT SAMOURAIS.**  
de Kurosawa.

Des guerriers professionnels apprennent à des villageois à se défendre contre des bandits et à triompher.

Panthéon 5<sup>e</sup> (vo).



## Pologne

# Les amnisties prêts à reprendre la lutte

Près de quatre semaines après le 23 juillet dernier, date de l'entrée en vigueur de l'amnistie décidée par le gouvernement polonais en faveur de 652 prisonniers politiques, une centaine d'entre eux attendent toujours leur libération.

Libérés au compte-gouttes après des années de prison, puisque la plupart des emprisonnés ont été arrêtés au moment du coup d'Etat de Jaruzelski le 11 décembre 1981, amnistiés mais sous la menace permanente d'être arrêtés de nouveau s'ils reprennent une activité politique, les opposants à la dictature, membres de Solidarité ou du KOR (Comité d'autodéfense sociale), ont immédiatement manifesté leur volonté de reprendre la lutte. Ni les années de prison, ni les coups, ni les menaces, ni la surveillance policière permanente, n'ont pu leur imposer silence. A peine libres, ils ont été nombreux à s'exprimer publiquement, à participer à des rassemblements, à reprendre des contacts, à se réunir, exprimant combien les années de prison n'ont rien changé à leur détermination militante et combien ils bénéficient toujours de la sympathie de la population.

C'est ainsi que Wladyslaw Frasyniuk, ancien président de Solidarité de Basse-Silésie, à peine sorti de prison, réussissait à échapper à la surveillance pour rencontrer Zbigniew Bujak, l'un des chefs de la clandestinité. « Je n'ai pas peur des représailles » devait-il déclarer, reparaissant trois jours plus tard pour assister à une messe célébrée pour commémorer le quarantième anniversaire de l'insurrection de Varsovie, messe au cours de laquelle il fut acclamé avant d'être conduit, puis rapidement relâché, au commissariat pour « trouble de l'ordre public ». De même, l'ancien responsable de Solidarité sur la ville de Wrocław, Jozef Pinior, peu après sa libération, prenait la parole dans l'usine mécanique Monostal, devant une centaine d'ouvriers qui avaient pour l'occasion arrêté le travail afin de « discuter de la situation ». L'ex-second de Solidarité, Andrzej Gwiazda, s'entretenait avec Walesa. Et la direction clandestine de Solidarité, la TKK, put à juste titre déclarer : « Nous sommes de nouveau ensemble et nous avons Solidarité », tant il est vrai que tous ceux que le pouvoir libère proclament immédiatement et publiquement leur volonté de reprendre la lutte. Adam

Michnik, l'un des dirigeants du KOR, le déclarait lui aussi, dès sa sortie de prison et alors que les gardes-chiourme venaient de lui faire subir un tabassage en règle parce qu'il s'opposait à la confiscation des notes de lecture qu'il avait rédigées au cours des années d'emprisonnement.

A l'heure actuelle, après la libération de Modzelewski, d'Andrzej Rozpłochowski et de Jacek Kuron, deux chefs de file de l'oppo-

sition polonaise restent encore incarcérés. La loi d'amnistie devrait cependant leur permettre de sortir de prison d'ici le 21 août... et de reprendre, dans un pays qui vit tout entier sous la botte des militaires de Jaruzelski, le combat contre la dictature à l'heure où se prépare la célébration du quatrième anniversaire de la signature des accords de Gdansk du 14 août 1980.

Lucienne PLAIN



Jacek Kuron, un des responsables du KOR, a été libéré jeudi, après deux ans d'emprisonnement.

## Israël

# Les difficultés de former un nouveau gouvernement pour mener une vieille politique

Le président israélien Haïm Herzog a désigné, dimanche 5 août, le leader travailliste Shimon Peres pour tenter de former un gouvernement d'union nationale, dans le but de mettre fin à l'impasse politique provoquée par les élections anticipées du 23 juillet.

Aucun des grands partis, travaillistes du Maarah ou conservateurs du Likoud, n'a assez de voix pour constituer une majorité gouvernementale, ce qui est la situation habituelle en Israël. Mais de plus les deux grands partis, par suite de la désaffection de l'électorat, ont cédé un nombre appréciable de voix aux petites formations, ce qui entraîne un émiettement parlementaire sans précédent. La crise politique en est arrivée à un point tel que, pour la première fois dans l'histoire de l'Etat israélien, est envisagé un gouvernement d'union nationale associant le Parti Travailliste de Shi-

mon Peres et les conservateurs du Likoud d'Itzak Shamir.

Que le Parti Travailliste, le Maarah, qui se réclame des idées socialistes, de l'idéal collectiviste des kibboutz et du tout-puissant syndicat, la Histadrouth, envisage de faire équipe avec le Likoud dans une coalition gouvernementale, est un événement.

Pendant les 36 ans de l'existence de l'Etat d'Israël, l'hostilité, le conflit de ces deux formations a été constant. Jusqu'en 1977, le Parti Travailliste a eu le monopole du pouvoir et en a exclu le Likoud. Et depuis 1977, c'est au contraire le Parti Travailliste qui a été rejeté dans l'opposition par la victoire du Likoud.

En pleine guerre du Liban, Shimon Peres, à la suite des massacres de Sabra et Chatila, a appelé des centaines de milliers de personnes à manifester contre la politique d'occupation du Liban et, depuis des mois, il criti-

que violemment la politique économique du Likoud.

Va-t-on vers une alliance contre nature ? En apparence oui, en réalité non.

C'est que le Parti Travailliste, malgré ses discours socialisants, est parfaitement en accord avec le Likoud sur le caractère sioniste de l'Etat et sa mobilisation contre les masses et les Etats arabes. Il était un parti nationaliste, juif, bien avant d'être socialiste, et sa démagogie socialisante a fait place à un affairisme capitaliste même pas déguisé.

Au pouvoir jusqu'en 1977, il a été l'artisan de quatre guerres successives, qui ont amené Israël à expulser des centaines de milliers de Palestiniens de leur territoire et à occuper depuis 1967 les territoires de Gaza et de Cisjordanie.

Peres, tout comme Shamir, exclut tout démantèlement des implantations coloniales juives sur le plateau du Golan et en Cisjordanie, et refuse tout autant la création d'un Etat palestinien que des négociations avec l'OLP.

C'est la guerre du Liban qui a exacerbé les contradictions de la société israélienne. La guerre a fait suite à une occupation longue et coûteuse en hommes et en argent. Le déficit budgétaire et la dette israélienne sont énormes, l'inflation galopante.

Les mesures d'austérité risquent d'être sévères et aucun des deux partis, travailliste ou conservateur, n'a envie d'endosser seul l'impopularité de telles mesures.

La guerre et l'occupation, l'exacerbation d'une politique nationaliste, ont entraîné un développement

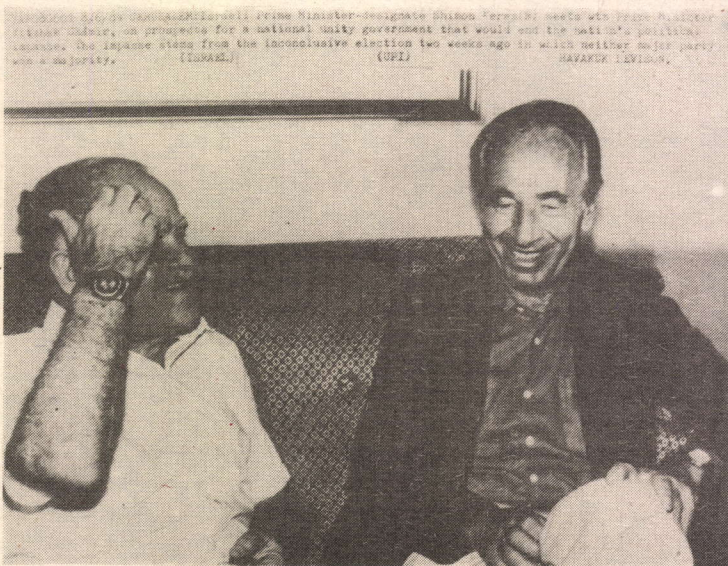
des idées racistes parmi la population et le renforcement de l'extrême-droite et des partisans d'un Etat fort, à l'image de Sharon qui laisse entendre qu'Israël ne peut continuer à se payer le luxe d'institutions démocratiques.

Il est vraisemblable que, pour couper l'herbe sous les pieds à ces ultras, aussi bien les travaillistes que les conservateurs seront amenés à jouer tout à la fois sur le registre de l'ordre policier et militaire, au nom du salut national, et de l'austérité, sous prétexte d'intérêt national.

La politique que les uns ou les autres mèneront au gouvernement sera la même. C'est dire qu'il ne leur est guère difficile de s'entendre sur un programme commun. Ce n'est pas pour autant que Peres parviendra à coup sûr à former un gouvernement d'union nationale sous sa direction, ne serait-ce que parce que les calculs politiques, la répartition des portefeuilles, à commencer par ce poste de Premier ministre lui-même, convoité autant par Shamir que par Peres, peuvent faire échouer ces tentatives.

Mais si finalement le Likoud et les travaillistes ne gouvernent pas ensemble, cela ne sera pas dû à des divergences sur la politique à appliquer. La simple existence de pourparlers entre les deux formations démontre à l'évidence qu'au-delà de la démagogie spécifique à chacune d'elles, elles sont bien d'accord sur l'essentiel : la mise au pas de la population, tant juive qu'arabe, pour les plus grands profits de la bourgeoisie israélienne.

Gil LANNOU



Les frères ennemis, Itzak Shamir, leader du Likoud, et Shimon Peres, dirigeant du Parti Travailliste israélien, explorent les possibilités de former un gouvernement d'union nationale.